

SOMMAIRE

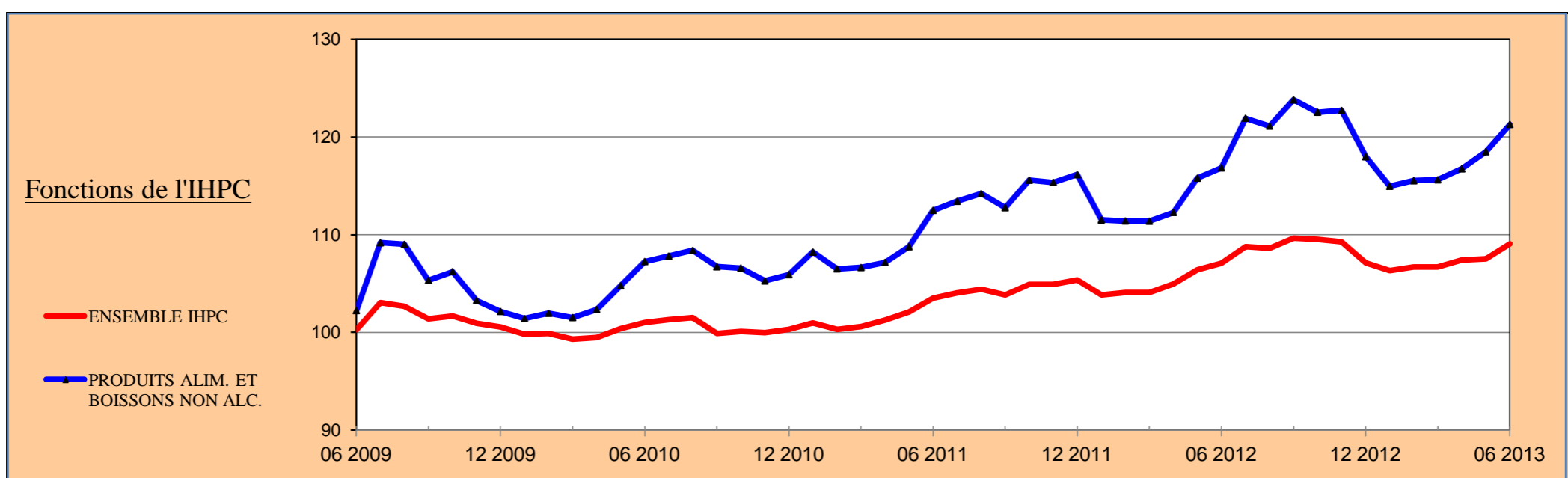
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	9
Secteur monétaire	14
Secteur extérieur	17
Définitions et abréviations	22
Crédit des contributions	23

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2013 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse des prix à la consommation provenant principalement de celle des produits alimentaires. Quant à l'industrie, la relance amorcée au quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie au premier trimestre 2013, due principalement à celle de l'industrie de l'énergie et de l'industrie textile.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	106,2	109,0	108,6	106,6	108,0	1,3%	1,7%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,0	122,3	121,1	115,4	118,8	3,0%	3,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	103,3	106,4	108,4	102,1	103,2	1,1%	-0,1%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,7	101,7	101,9	101,9	101,9	-0,1%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	111,1	110,5	110,6	109,8	111,5	1,5%	0,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,3	98,4	98,4	98,5	98,5	0,0%	0,2%
SANTE	100,5	100,5	100,5	100,9	100,9	0,0%	0,4%
TRANSPORTS	104,7	105,5	105,5	105,6	105,9	0,3%	1,2%
COMMUNICATION	63,6	63,5	62,7	63,5	63,2	-0,6%	-0,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,8	98,5	97,7	97,5	97,5	0,0%	-1,3%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	104,4	104,4	104,4	0,0%	1,8%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	114,1	114,8	115,1	116,4	115,9	-0,4%	1,5%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,1	103,4	103,8	103,9	103,9	0,0%	0,8%



Le deuxième trimestre de 2013 a été marqué par le retour à la hausse du niveau général des prix à la consommation en variation trimestrielle. En effet, après des baisses de 0,3% et de 1,9% respectivement enregistrées au quatrième trimestre 2012 et au premier trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,3% en ce deuxième trimestre 2013. Cette reprise de l'inflation trimestrielle s'expliquerait par le retour à la hausse des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,0%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (1,1%).

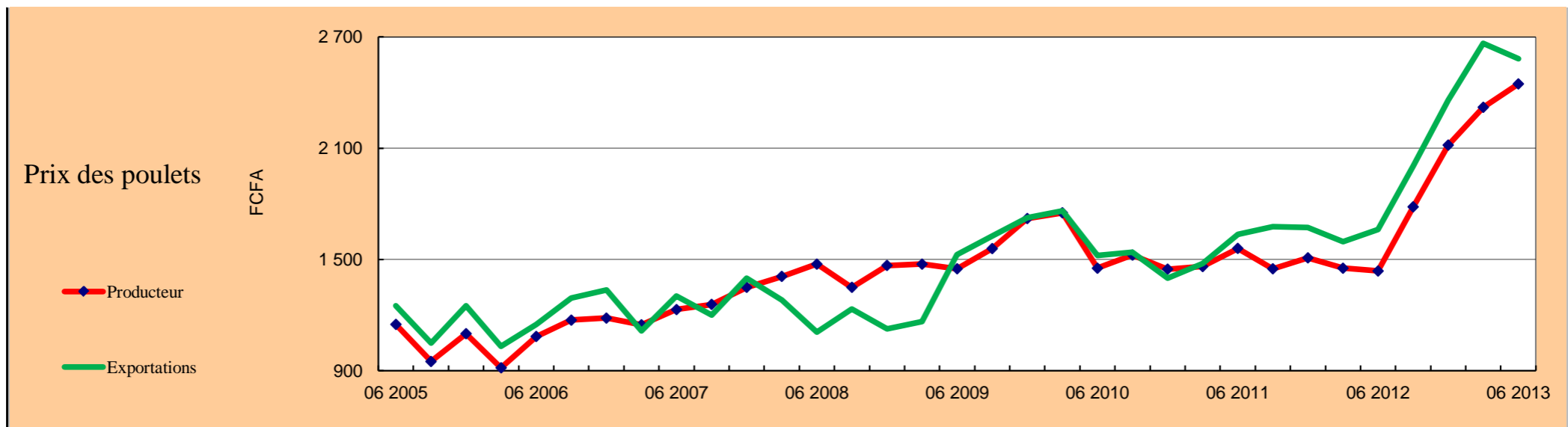
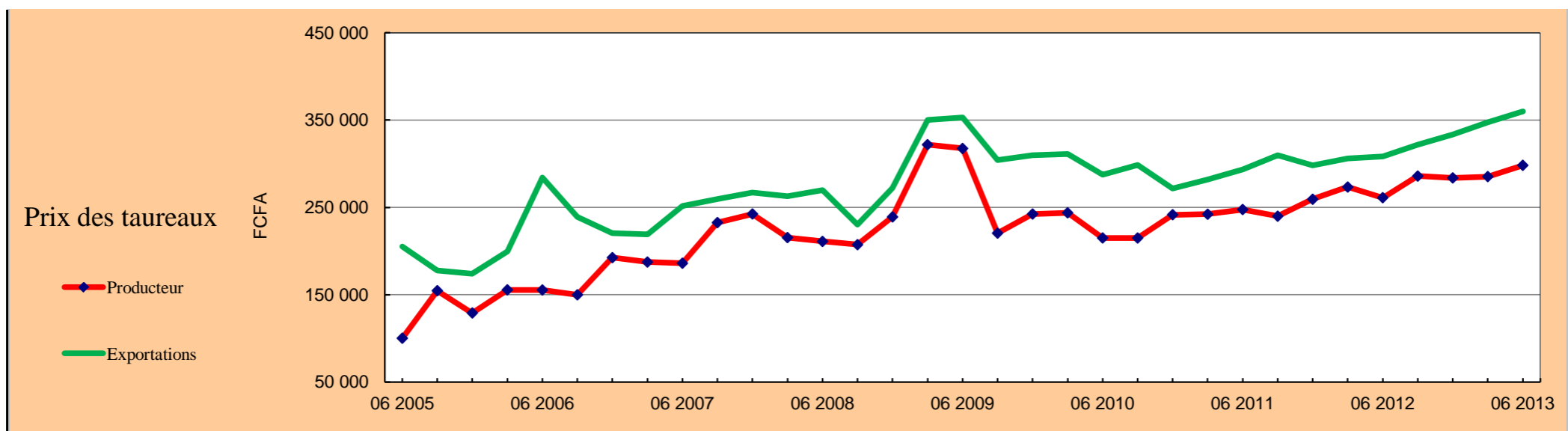
En glissement annuel, c'est une poursuite à la hausse du niveau général des prix à la consommation qui est notée. Une variation annuelle de 1,7% a été enregistrée au deuxième trimestre 2013 contre 2,5% un trimestre plus tôt. Cette hausse générale constatée en glissement annuel reste surtout liée au niveau élevé, par rapport au même trimestre de 2012, des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,4%), mais aussi des tarifs appliqués par les "restaurants et hôtels" (+1,5%) et les services d'enseignement (+1,8%).

Le taux d'inflation annuel moyen à fin juin 2013 se situe à 3,1%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	261 159	285 903	283 809	285 342	298 233	4,5%	14,2%	
Prix à l'exportation du taureau	308 439	321 715	333 493	347 523	360 013	3,6%	16,7%	
Prix au producteur du bélier	35 592	37 878	42 893	41 094	41 089	0,0%	15,4%	
Prix à l'exportation du bélier	44 254	48 683	50 426	48 083	47 802	-0,6%	8,0%	
Prix au producteur du bouc	17 669	17 282	22 953	21 006	22 201	5,7%	25,6%	
Prix à l'exportation du bouc	31 938	33 672	34 534	32 782	32 827	0,1%	2,8%	
Prix au producteur du poulet	1 438	1 784	2 117	2 321	2 447	5,4%	70,2%	
Prix à l'exportation du poulet	1 662	2 006	2 360	2 666	2 582	-3,2%	55,4%	
Prix au producteur de la pintade	1 798	2 091	2 384	2 486	2 424	-2,5%	34,8%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 119	2 365	2 838	3 782	2 626	-30,6%	23,9%	



Le deuxième trimestre 2013 s'est caractérisé d'une part par une hausse des prix du taureau et de la volaille et d'autre part par une baisse des prix des petits ruminants (bélier et bouc) comparativement à leur niveau du premier trimestre.

L'analyse des prix moyens de taureau montre que sur les marchés de production et d'exportation la tendance est à la hausse comparativement au niveau du trimestre écoulé. En glissement annuel, ces prix affichent sur tous les marchés une tendance haussière également. Les hausses observées sont de 14,2% sur les marchés de production et de 16,7% sur les marchés d'exportation. Cette tendance haussière des prix serait due à la forte demande extérieure (+16,5% par rapport au premier trimestre) de taureau surtout en destination du Nigeria (+43,2%).

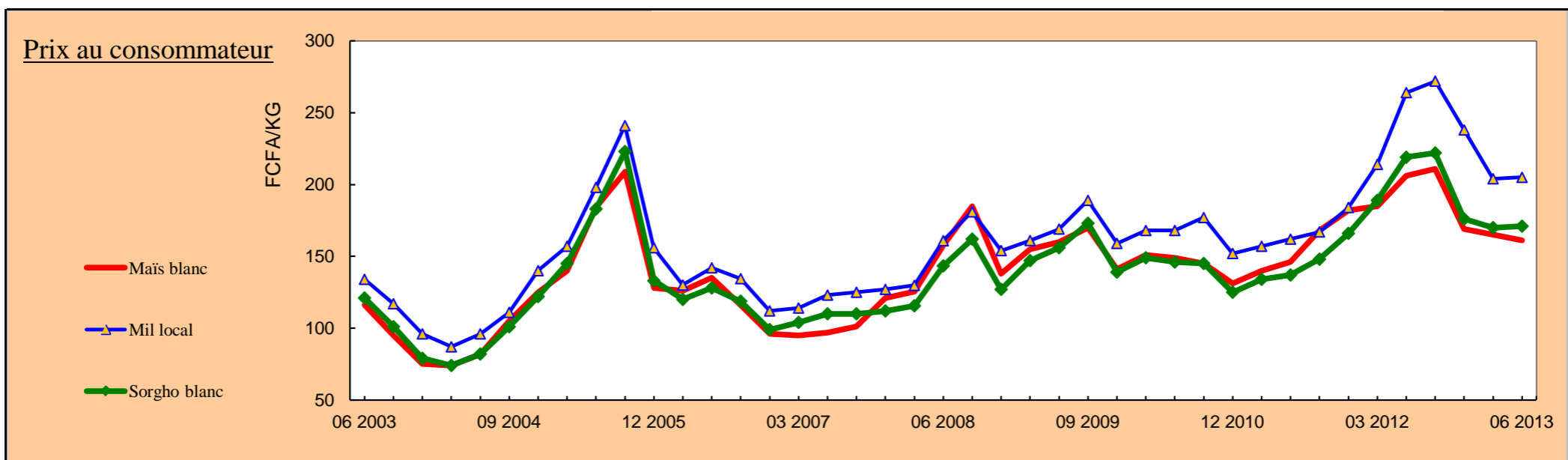
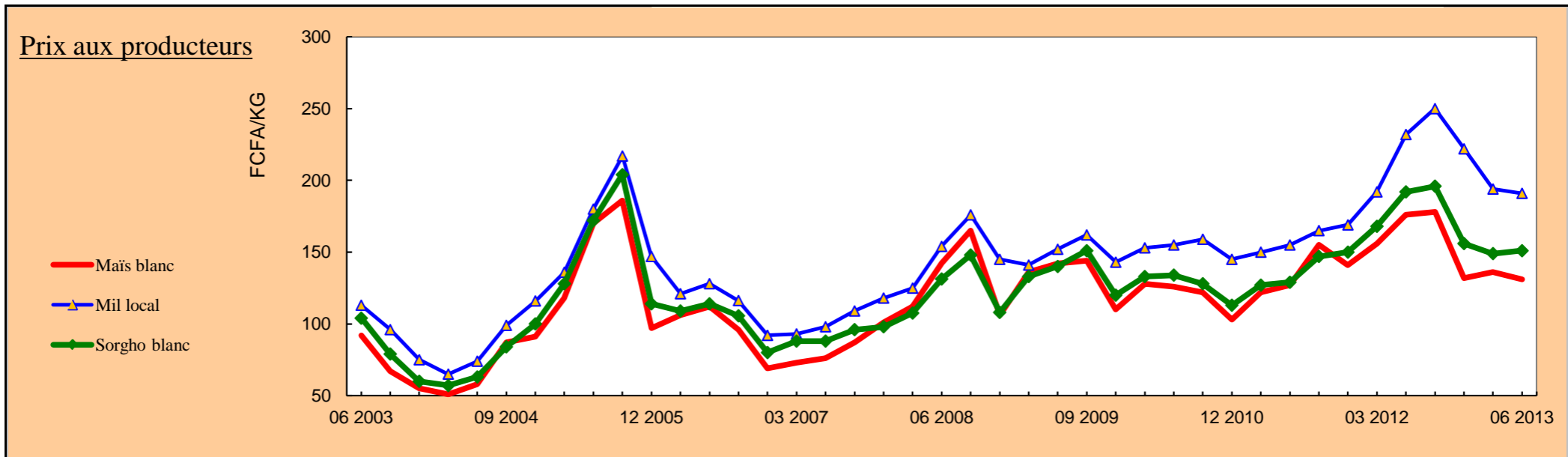
Au niveau des petits ruminants, la baisse de l'activité de commercialisation se traduisant par une baisse de l'offre (-24,5% pour les ovins et -21,5% pour les caprins), en raison de la saison des pluies, aurait entraîné la quasi stagnation des prix du bélier et une baisse des prix du bouc (-6,3% sur les marchés de productions et -3,4% sur les marchés d'exportations) comparativement au trimestre précédent. Cependant, en glissement annuel, on enregistre une hausse des prix des petits ruminants sur les marchés de production et sur les marchés d'exportation.

Quant aux marchés de volailles, les prix sont en progression sur les marchés de production de 6,3% pour le poulet et de 1,1% pour la pintade, en glissement trimestriel. Les prix à l'exportation ont connu des évolutions similaires et plus importantes (+70,2% pour le poulet et +34,8% pour la pintade). Cette tendance des prix du poulet et de la pintade s'expliquerait par la rareté (baisse de l'offre de volaille de 40,0%) de l'espèce sur les marchés de production.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	176,0	178,0	132,0	136,0	131,0	-3,7%	-25,6%
Prix au consommateur du maïs blanc	206,0	211,0	169,0	165,0	161,0	-2,4%	-21,8%
Prix au producteur du mil local	232,0	250,0	222,0	194,0	191,0	-1,5%	-17,7%
Prix au consommateur du mil local	264,0	272,0	238,0	204,0	205,0	0,5%	-22,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	192,0	196,0	156,0	149,0	151,0	1,3%	-21,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	219,0	222,0	176,0	170,0	171,0	0,6%	-21,9%



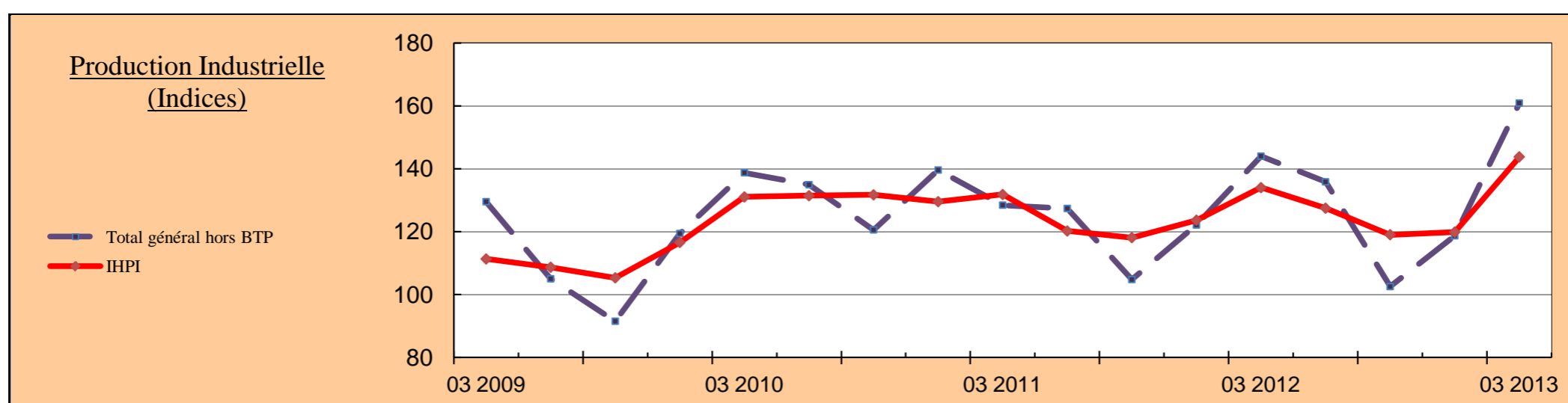
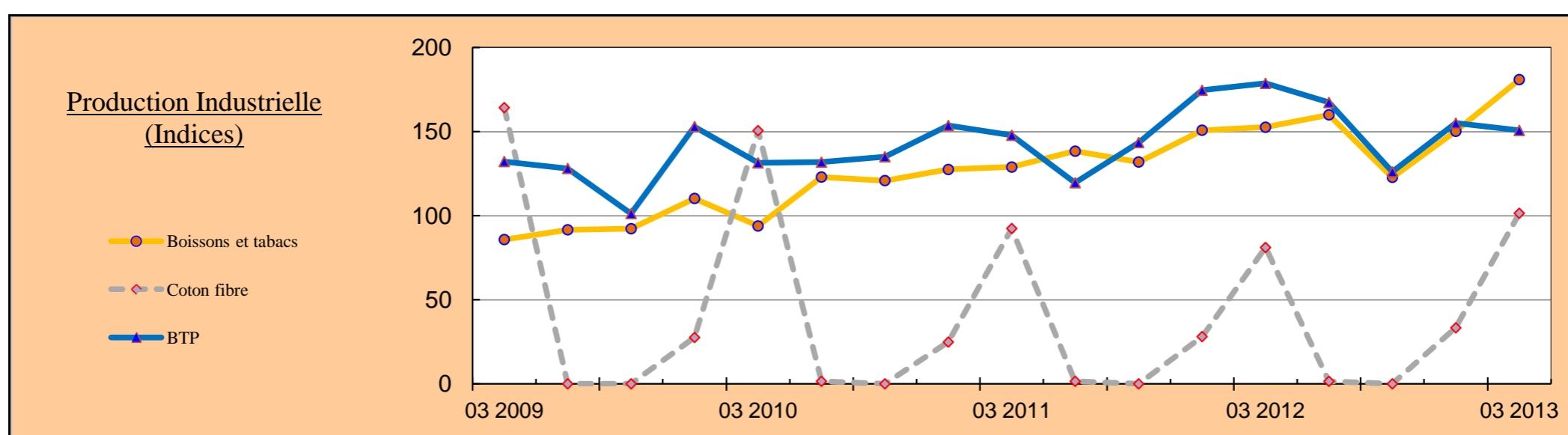
L'offre céréalière a été globalement satisfaisante dans les marchés en ce deuxième trimestre de l'année 2013. Ces derniers ont été bien approvisionnés par les stocks commerçants et paysans. Les commerçants disposent encore d'importants stocks de céréales. Dans les zones de productions, les ménages disposent également de stocks et ne sont pas totalement dépendants du marché. Vers la fin du trimestre, notamment au mois de juin, certains commerçants ont procédé à un déstockage de céréales qui avaient été conservées pour une vente à un prix plus rémunérateur. Comparée à la même période de l'année passée, l'offre céréalière est jugée supérieure par les acteurs du marché. Cependant, ils notent une faiblesse de la demande. Elle serait principalement due au bon niveau des stocks des ménages qui ne dépendent pas exclusivement du marché. Ce bon niveau de l'offre et la faiblesse de la demande ont également influé sur les prix des céréales.

Les prix des céréales ont globalement connu une légère baisse par rapport au premier trimestre 2013. Sur les marchés de collecte, avec des niveaux de prix moyens de 191 FCFA/Kg pour le mil, 131 FCFA/Kg pour le maïs et 151 FCFA pour le sorgho, les variations par rapport au trimestre précédent ont été de -2,4%, de -3,7% et une stabilité, respectivement pour le mil, le maïs et le sorgho. Comparativement au même trimestre de l'année passée, les variations ont enregistré des baisses de 17,7% pour le mil, 21,4% pour le sorgho et 25,6% pour le maïs. Par rapport à la moyenne quinquennale, il a été observé des variations de +13% pour le mil, +9% pour le sorgho et -2% pour le maïs. Sur les marchés de détail, les prix moyens étaient de 205 FCFA/Kg pour le mil, 171 FCFA/Kg pour le sorgho et 161 FCFA/Kg pour le maïs. Les variations par rapport au trimestre précédent ont donné une légère baisse de 2,4% pour le maïs et une stabilité pour le mil et le sorgho. Comparativement au second trimestre de 2012, des baisses de prix de l'ordre de 22% pour toutes les trois céréales ont été enregistrées. Par rapport à la moyenne quinquennale, il est ressorti des variations suivantes : +9% pour le maïs, +23% pour le mil et +15% pour le sorgho.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé, Diapaga) avec une moyenne de 21 500 FCFA le sac de 100 Kg de mil et 17 000 FCFA le sac de maïs et 18 000 FCFA celui du sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana), des Cascades (Douna) et du Centre-Est (Kompienga, Ouargaye) avec des moyennes des prix de 17 000 FCFA le sac de mil, de 12 000 FCFA pour le maïs et de 14 000 FCFA pour sorgho.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	81,1	1,5	0,0	33,3	101,4	204,6%	25,1%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	158,5	143,1	113,1	130,8	168,4	28,7%	6,2%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	84,4	11,6	8,7	34,8	100,2	187,7%	18,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 236,1	1 055,9	1 091,3	1 275,2	1 041,2	-18,3%	-15,8%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	152,6	149,9	119,8	129,8	173,7	33,8%	13,8%
BOISSONS ET TABAC	152,6	160,0	122,8	150,2	180,9	20,5%	18,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	152,6	149,9	119,8	129,8	173,7	33,8%	13,8%
BOULANGERIES, MEUNERIES	115,4	140,9	133,6	118,9	137,2	15,4%	18,9%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	174,0	107,6	91,2	90,7	144,1	58,9%	-17,2%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	118,0	113,1	96,7	50,3	88,1	75,2%	-25,3%
INDUSTRIES CHIMIQUES	66,9	79,7	61,4	77,1	83,0	7,7%	24,1%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	10,7	16,1	8,1	13,3	11,2	-15,5%	5,2%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	122,7	140,1	69,1	99,0	111,2	12,3%	-9,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	178,7	167,3	126,1	155,0	150,7	-2,8%	-15,7%
TOTAL GENERAL HORS BTP	144,0	135,9	102,6	118,7	160,9	35,5%	11,7%
IHPI	148,6	140,0	105,7	123,5	159,6	29,2%	7,4%



La relance de la production industrielle entamée depuis le quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2013. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) est ainsi passé à 159,6, correspondant à une amélioration de 29,2% par rapport au trimestre précédent. Aussi, en glissement annuel, on note un accroissement de moindre importance de l'indice global de la production industrielle (+7,4%).

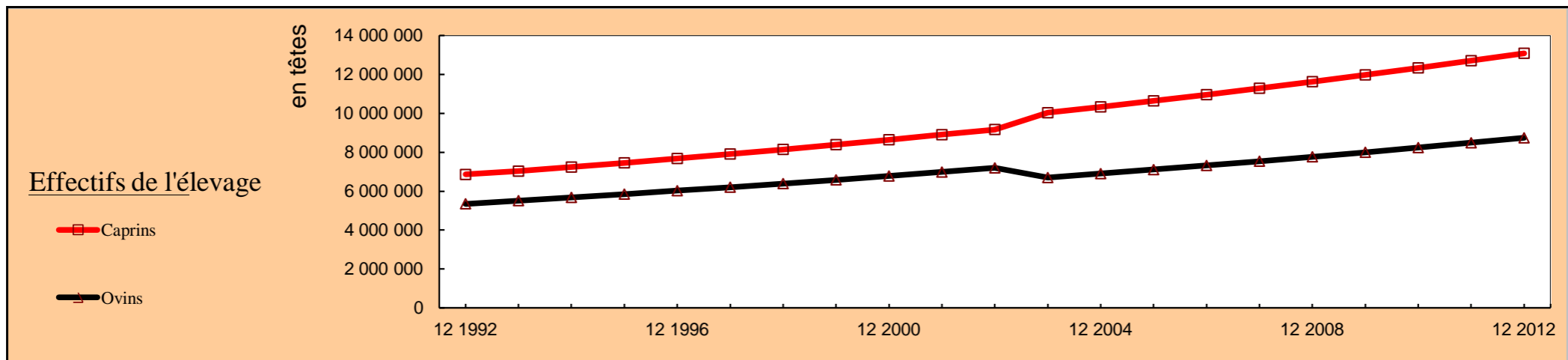
Les principaux secteurs industriels ayant contribué à cette hausse de l'indice global sont l'énergie (électricité, gaz et eau), l'industrie textile avec la reprise de l'égrenage de coton et les industries de boisson et de tabac. En effet, l'indice de l'industrie textile, entraînée principalement par la reprise de l'activité saisonnière d'égrenage de coton, a connu une hausse notable tant en glissement trimestriel qu'annuel avec des valeurs respectives de 204,6% et 25,1%. Les industries de fabrication de boisson et de tabac ont également enregistré des hausses de leurs indices en glissements trimestriel et annuel, respectivement de 20,5% et 18,7%. L'industrie énergétique quant à elle, a connu une hausse de 12,3% en glissement trimestriel mais, elle a enregistré une baisse de 9,4% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2012.

Par ailleurs, seules les industries extractives, avec la production de l'Or, les industries de fabrication de matériaux de construction et les industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux ont connu des baisses de production matérialisées par des chutes de leurs indices respectifs de 18,3%, 2,8% et 15,5% en glissement trimestriel. En glissement annuel, les indices des deux premiers secteurs ont également connu des baisses respectives de 15,8% et 15,7%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Effectif de bovins (en têtes)	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	35 359	36 420	37 512	38 638	39 797	3,0%	3,0%

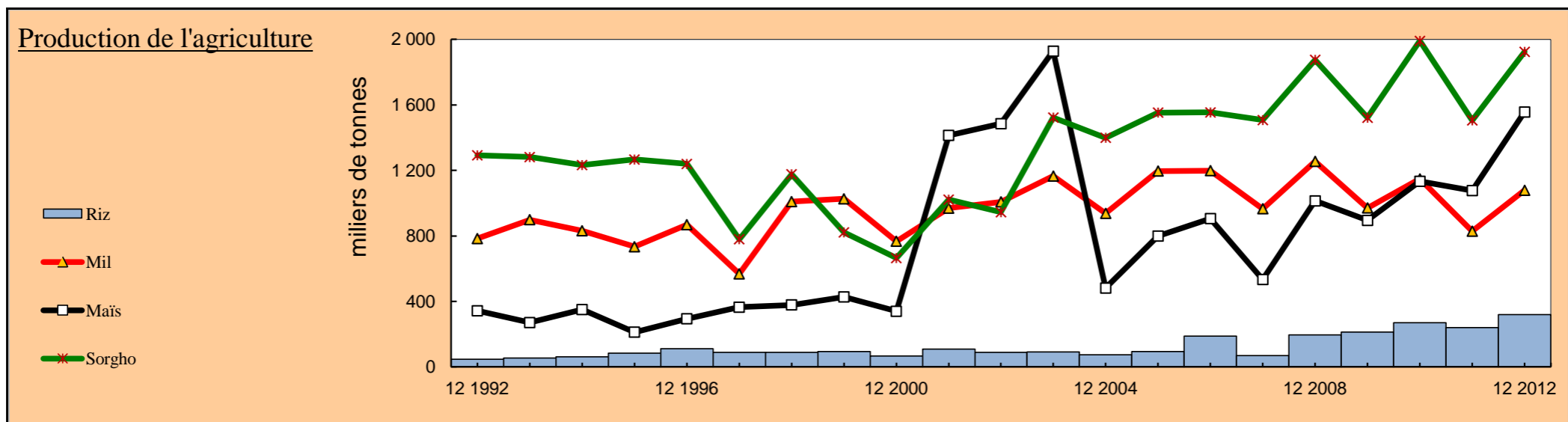


La Deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) réalisée en 2003 a permis de mettre à jour les données démographiques du cheptel ; depuis lors, celles-ci sont annuellement actualisées à partir des taux de croît spécifiques. En attendant de disposer de données plus actuelles au terme de l'Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC), l'actualisation des effectifs du cheptel en fin décembre 2012 donnent les résultats ci-dessus présentés.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Production brute totale de céréales	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	3,0%	33,6%
dont : Production brute de mil	1 255 189	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	-3,7%	30,1%
dont : Production brute de sorgho	1 875 046	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	0,6%	27,8%
dont : Production brute de maïs	1 013 634	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	11,3%	44,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	195 102	213 584	270 658	240 865	319 390	13,1%	32,6%



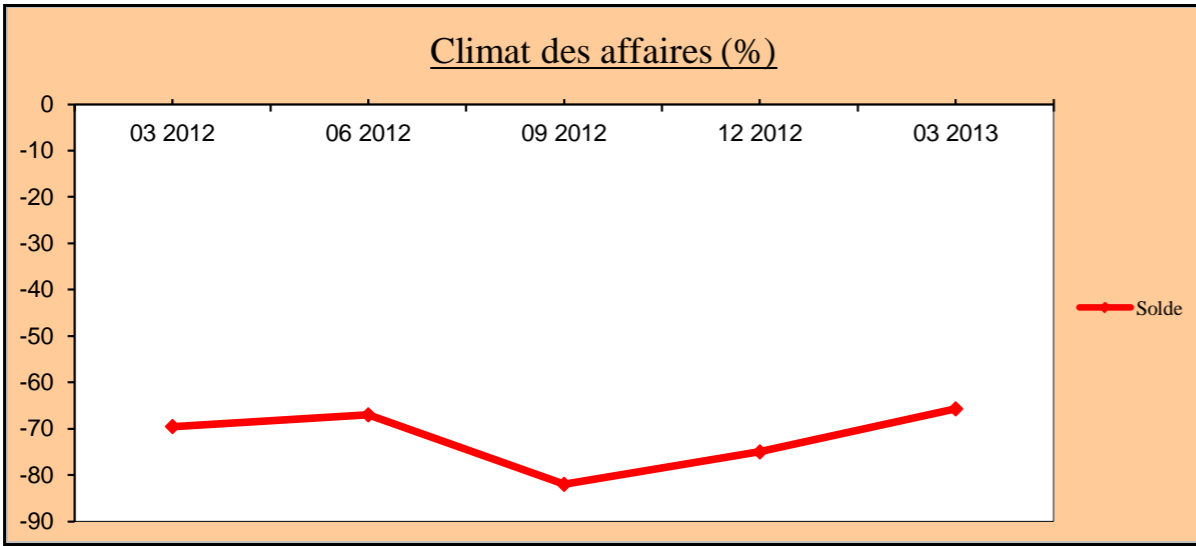
Ce deuxième trimestre a été marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2013-2014, le 24 mai 2013 à Kourga dans la province du Zoundwéogo. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire. Il est attendu 5 500 000 tonnes de céréales notamment de riz et de maïs. Un accent sera mis sur la promotion du riz pluvial, la promotion de la culture du niébé par les femmes rurales, l'opération Bondofa, l'opération maïs de case, l'appui à la filière sésame et l'appui à la filière manioc et patate douce.

Au cours de cette campagne 2013-2014, les producteurs seront fortement soutenus à travers la dotation de 13 000 tonnes d'engrais pour un montant total de plus de 7 milliards de F CFA. A cela s'ajoute la distribution de 8 600 tonnes de semences, toutes spéculations confondues, et de 14 millions de boutures de manioc et de patate douce pour un montant de plus de 5 milliards de F CFA.

Afin que chaque producteur puisse avoir les semences à sa disposition, un nouveau mode de distribution des semences et des engrais a été mis en place. Selon le ministre, une place de choix sera accordée au privé, à travers la société Agrodia. Le volet équipement n'est pas en reste car il est prévu l'acquisition de plus de 30 000 unités (charrues, charrettes, semoirs, etc). Il est également prévu au titre de cette campagne, l'acquisition de 500 tracteurs dont 125 sont déjà disponibles. Enfin, il est prévu la réalisation de près de 4 550 ha de nouveaux aménagements de périmètres irrigués, 11 490 ha de nouveaux bas-fonds aménagés et la promotion des technologies simples d'irrigation.

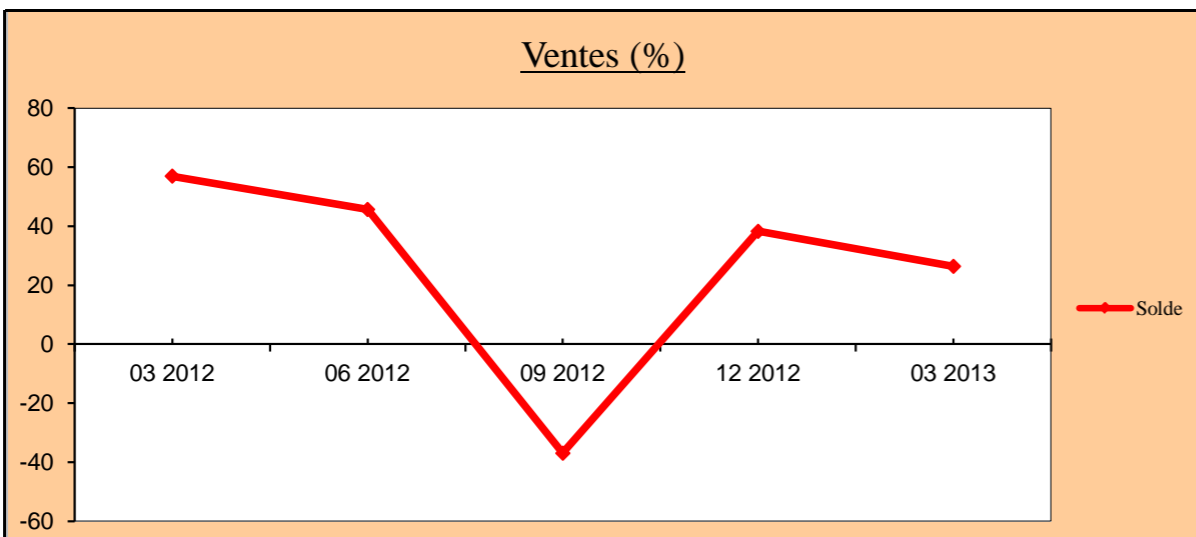
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

SOLDES D'OPINION



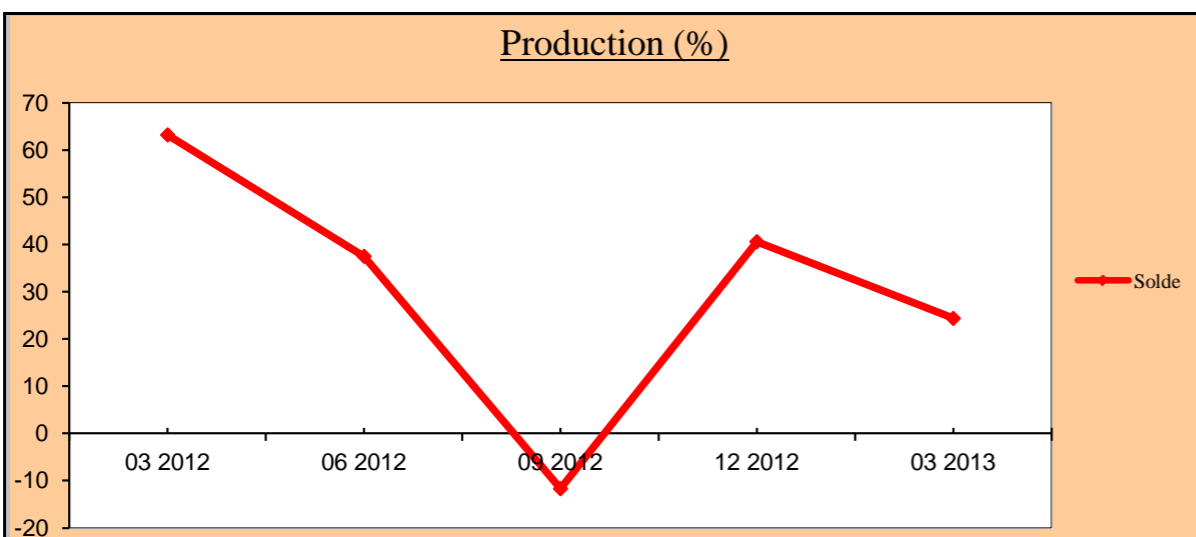
Climat des affaires

Les chefs d'entreprises estiment que le climat des affaires n'a pas été favorable au premier trimestre 2013.



Ventes

Nonobstant le climat des affaires défavorable, les chefs d'entreprises ont estimé une hausse des ventes par rapport au quatrième trimestre 2012.



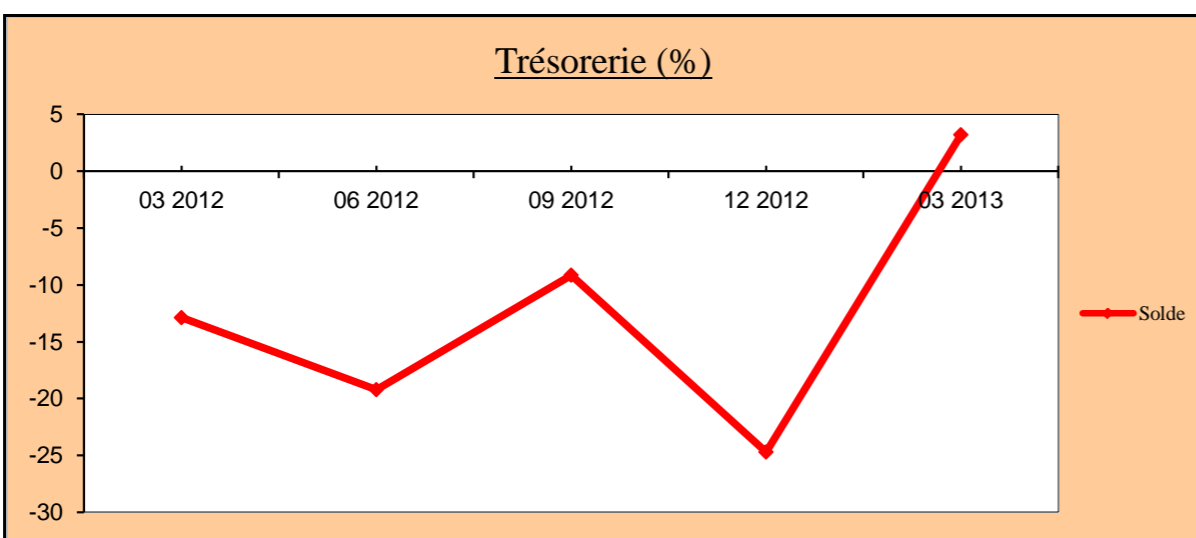
Production

La production a également augmenté au premier trimestre 2013 comparée à son niveau au trimestre précédent.



Effectifs employés

Par ailleurs, les effectifs employés se sont accrus comparés à leur niveau un trimestre plus tôt.



Trésorerie des entreprises

Par rapport au quatrième trimestre 2012, la situation de la trésorerie s'est améliorée.

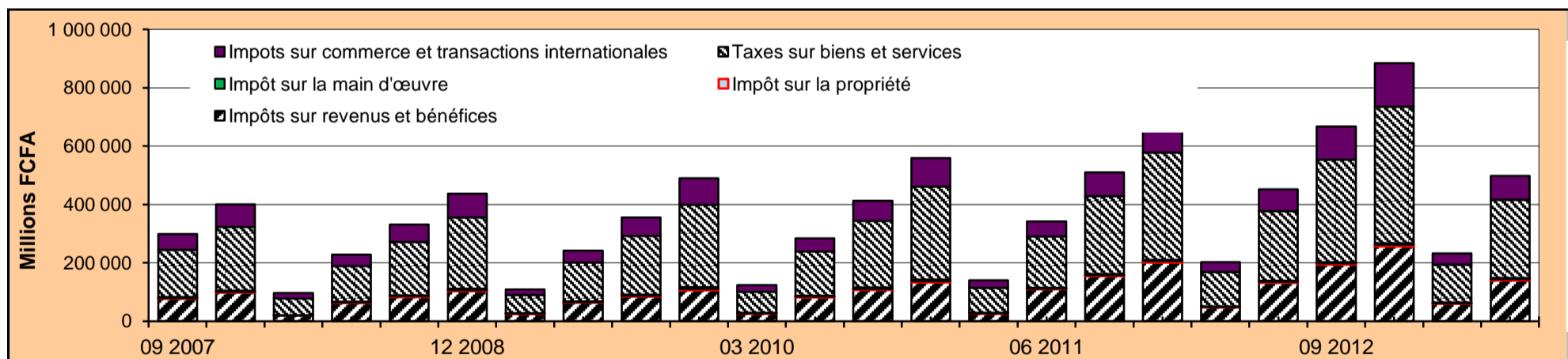
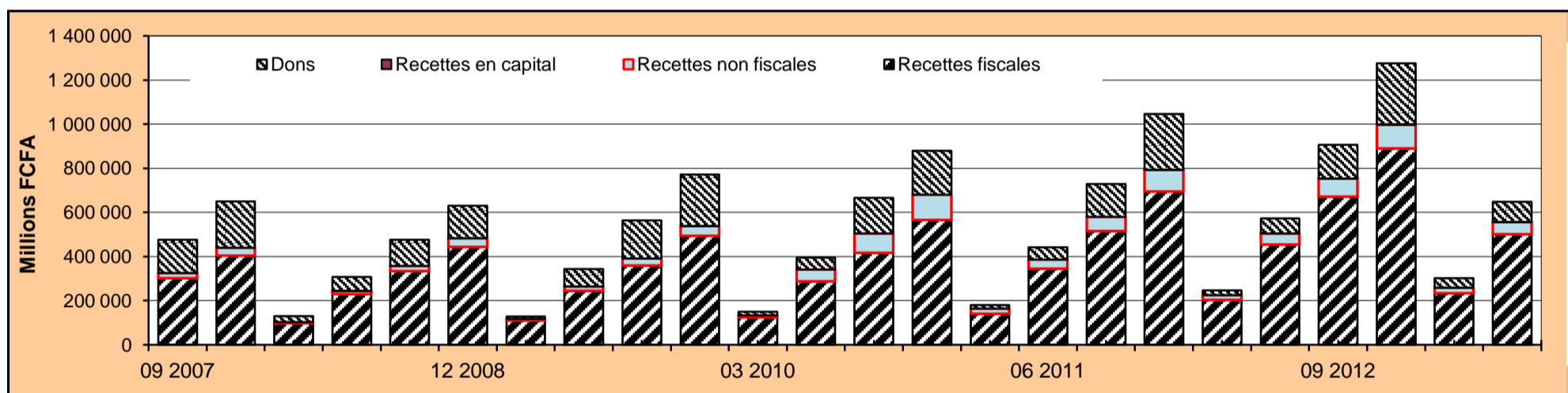
Sources :M.E.F. / I.N.S.D.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie excédentaire à fin juin 2013, s'établissant à 40,0 milliards de francs CFA contre un déficit de 34,4 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une amélioration de 74,4 milliards de francs CFA. Hors dons, le solde global base engagement s'est élevé à -52,3 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre -102,2 milliards de francs CFA à la même date en 2012.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim. 2012 Réal.	3. Trim. 2012 Réal.	4. Trim. 2012 Réal.	1. Trim. 2013 Est.	2. Trim. 2013 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Recettes totales et dons	1 485 343,0	573 299,0	906 063,6	1 276 409,9	301 682,3	649 164,3	43,7%	13,2%
Recettes totales	1 066 089,2	505 431,5	754 174,9	998 909,2	259 335,3	556 816,2	52,2%	10,2%
Recettes courantes	1 066 089,2	505 383,9	754 079,9	998 814,2	259 288,0	556 768,7	52,2%	10,2%
Recettes fiscales	947 541,7	454 742,3	672 425,3	890 777,7	234 330,8	501 519,7	52,9%	10,3%
Impôts sur revenus et bénéfices	273 187,8	132 438,4	194 357,4	256 029,1	60 348,1	140 548,6	51,4%	6,1%
Impôt sur la main d'œuvre	5 372,3	2 943,5	4 337,4	5 900,7	1 755,1	3 680,9	68,5%	25,1%
Taxes sur biens et services	485 205,3	239 162,2	350 993,2	467 464,8	130 698,0	268 324,8	55,3%	12,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	169 749,4	74 147,1	113 329,2	148 609,2	38 241,6	81 543,5	48,0%	10,0%
Autres recettes fiscales	6 290,3	3 288,4	5 139,3	7 001,8	1 740,5	4 025,9	64,0%	22,4%
Recettes non fiscales	118 547,4	50 641,7	81 654,6	108 036,4	24 957,2	55 249,0	46,6%	9,1%
Recettes en capital	0,000	47,588	95,007	95,013	47,332	47,509		-0,2%
Dons	419 253,8	67 867,5	151 888,7	277 500,7	42 347,0	92 348,1	22,0%	36,1%
Projets	223 499,8	46 239,3	60 195,5	111 609,1	42 347,0	69 756,8	31,2%	50,9%
Programmes	195 754,0	21 628,2	91 693,2	165 891,6	0,0	22 591,3	11,5%	4,5%



Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 649,2 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre 573,3 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une augmentation de 75,9 milliards de francs CFA. Cette performance s'explique par une mobilisation accrue des recettes propres (+10,2%) et une hausse des dons (+36,1%) au cours de la période.

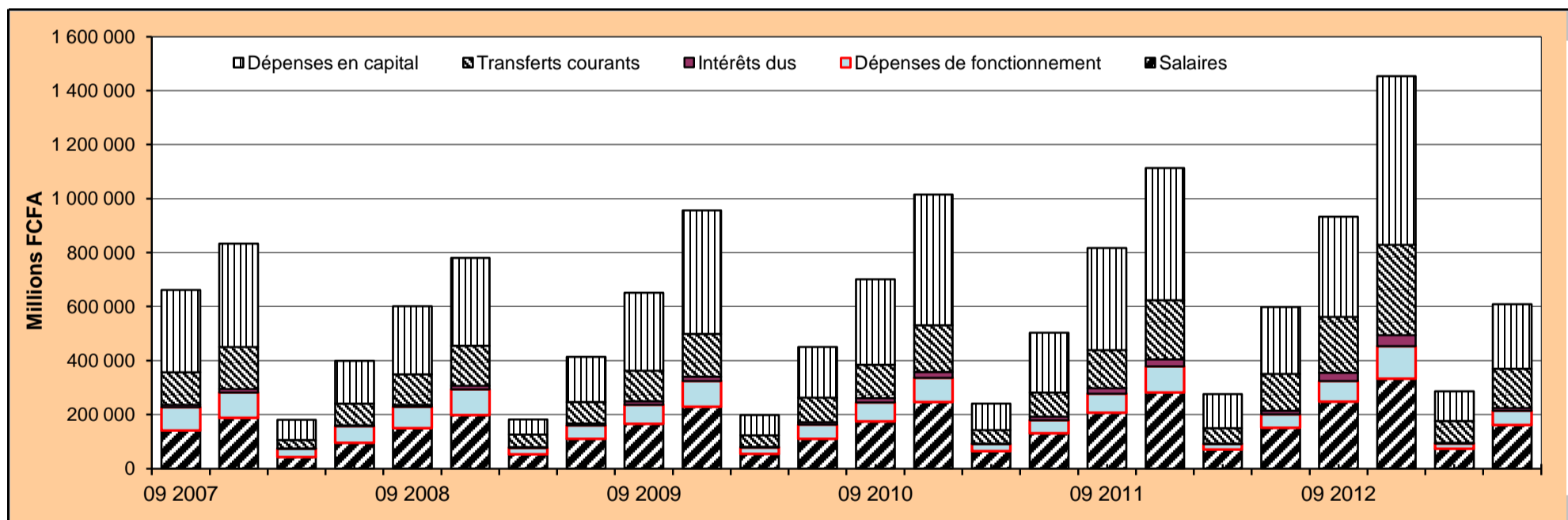
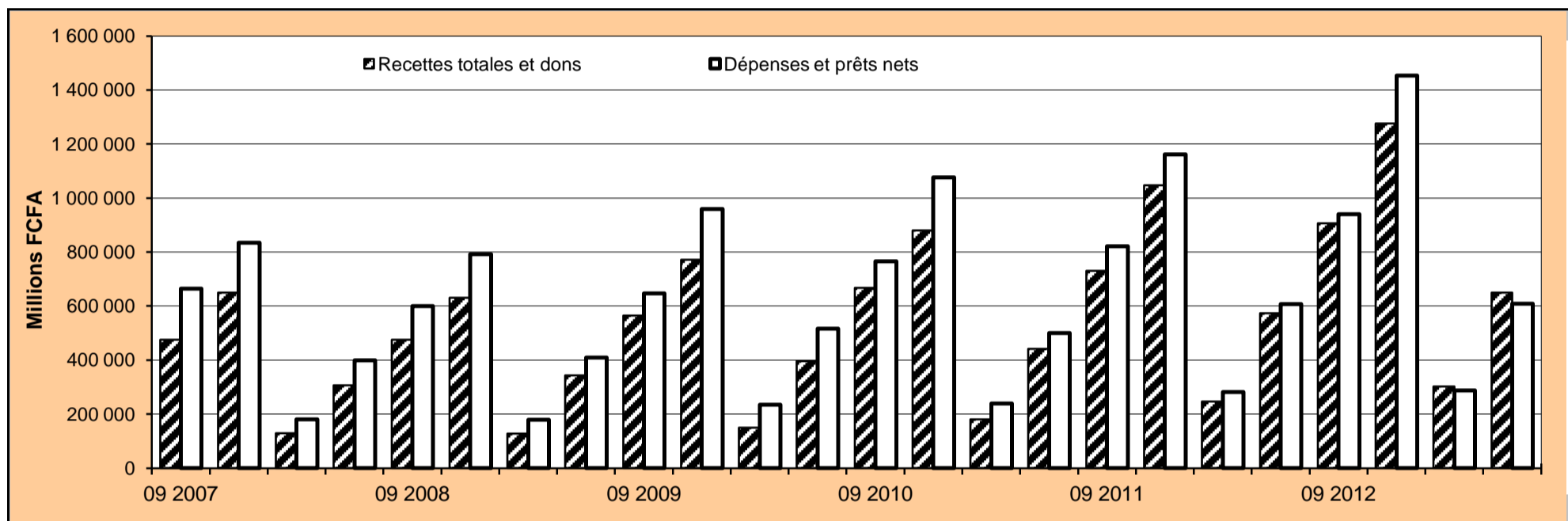
Les recettes propres ont été recouvrées à hauteur de 556,8 milliards FCFA à fin juin 2013 contre 505,3 milliards FCFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 10,19%. Les recettes fiscales ont enregistré une progression de 10,3% par rapport à fin juin 2012 pour se situer à 501,5 milliards de francs CFA à fin juin 2013. En effet, les principales catégories de recettes fiscales que sont les taxes sur les biens et services, les impôts sur les revenus et bénéfices, ainsi que les impôts sur le commerce et les transactions internationales ont respectivement progressé de 29,2 milliards de FCFA (+12,2%) ; 8,1 milliards de FCFA (+6,1%) et 7,4 milliards de FCFA (+10,0%) entre fin juin 2012 et fin juin 2013. A fin juin 2013, le recouvrement des recettes non fiscales est ressorti à 55,2 milliards de francs CFA, en hausse de 9,1% par rapport à fin juin 2012 (+50,6 milliards de francs CFA). Ce niveau de recouvrement a été atteint grâce à un maillage plus important des ministères et institutions et au suivi des perceptions spécialisées créées en leur sein.

La mobilisation des dons s'est élevée à 92,3 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre 67,9 milliards de francs CFA à fin juin 2012, soit une progression de 36,1% attribuable à la hausse des dons projets (+23,5 milliards de FCFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 600 764,8	607 676,6	939 808,5	1 452 866,0	287 227,8	609 163,8	38,1%	0,2%
Dépenses	1 590 809	598 407,2	932 819,1	1 453 742,7	286 446,4	608 783,3	38,3%	1,7%
Dépenses courantes	749 840	351 344,8	562 058,9	828 665,7	176 438,4	370 055,9	49,4%	5,3%
Salaires	349 565	151 059,0	248 349,6	332 339,6	73 751,1	162 010,0	46,3%	7,2%
Dépenses de fonctionnement	120 914	49 644,4	76 020,2	120 570,9	19 142,3	51 737,4	42,8%	4,2%
Intérêts dus	29 855	13 822,4	31 190,4	41 805,6	2 764,6	11 084,5	37,1%	-19,8%
Transferts courants	249 505	136 819,1	206 498,7	333 949,6	80 780,4	145 224,1	58,2%	6,1%
Dépenses en capital	840 968	247 062,4	370 760,2	625 077,0	110 008,0	238 727,4	28,4%	-3,4%
financées sur ressources propres	420 280	137 434,6	229 233,8	402 449,5	51 146,9	137 835,1	32,8%	0,3%
Prêts nets	9 956	9 269,3	6 989,4	-876,7	781,3	380,4	3,8%	-95,9%



La situation des finances publiques à fin juin 2013 s'est caractérisée par une lenteur dans l'exécution des dépenses publiques. Ainsi, les dépenses et prêts nets sont restés quasi stationnaires comparativement à la même période en 2012.

En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets est ressortie à 609,2 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre 607,7 milliards de francs CFA à fin juin 2012, correspondant à un accroissement de 0,2%.

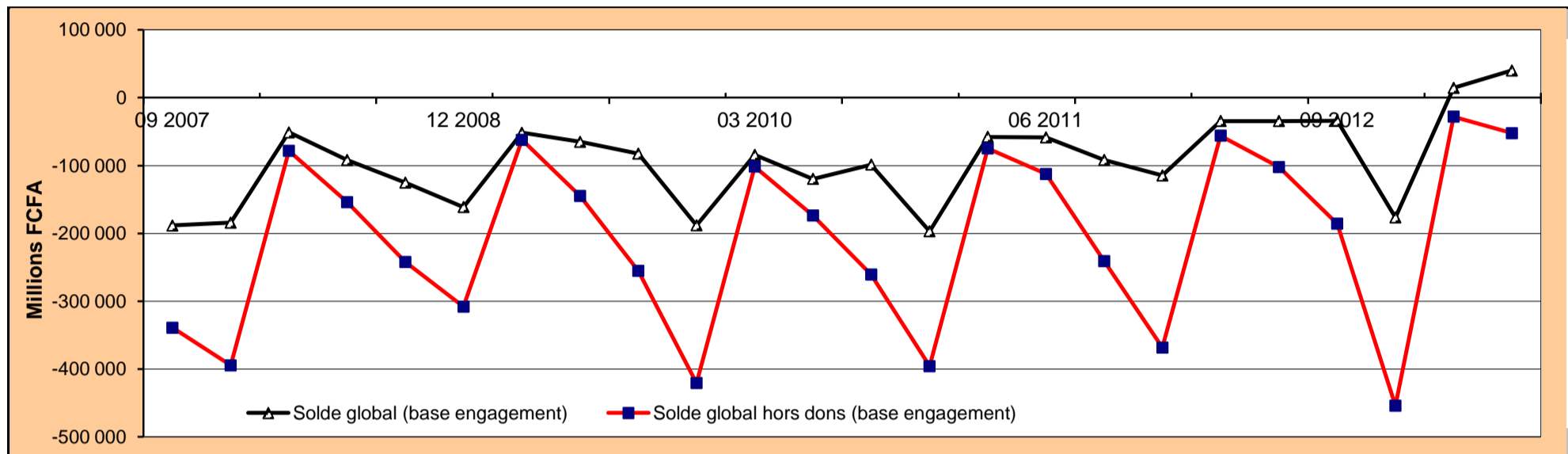
Les dépenses courantes, en progression de 5,3% par rapport à fin juin 2012, ont été exécutées à hauteur de 370,0 milliards de francs CFA à fin juin 2013. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des dépenses de personnel (+7%), des dépenses de transferts courants (+6,1%) et dans une moindre mesure à celle des dépenses de fonctionnement (+4,2%), les intérêts payés au titre de la dette publique ayant enregistré un recul (-19,8%).

Les dépenses en capital ont enregistré une baisse de 8,3 milliards de francs CFA (-3,4%) par rapport à fin juin 2012 en se situant à 238,7 milliards de francs CFA à fin juin 2013. Cette évolution résulte principalement de la régression des investissements financés sur ressources extérieures (-11,5 milliards de francs CFA), les investissements financés sur ressources propres étant restées presque au même niveau.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2012	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-115 421,9	-34 377,6	-33 744,9	-176 456,1	14 454,5	40 000,6	-34,7%	-216,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-534 676	-102 245,1	-185 633,6	-453 956,8	-27 892,5	-52 347,5	9,8%	-48,8%
Solde primaire	-504 820	-88 422,7	-154 443,2	-412 151,2	-25 127,9	-41 263,1	8,2%	-53,3%
Solde de base	-113 987	5 826,2	-45 875,7	-236 826,3	26 658,7	44 234,9	-38,8%	659,2%
Solde global (base caisse)	-115 421,9	-61 772,5	-83 378,4	-104 180,5	-50 029,8	-6 892,2	6,0%	-88,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-534 675,6	-129 640,0	-235 267,1	-381 681,2	-92 376,8	-99 240,3	18,6%	-23,4%

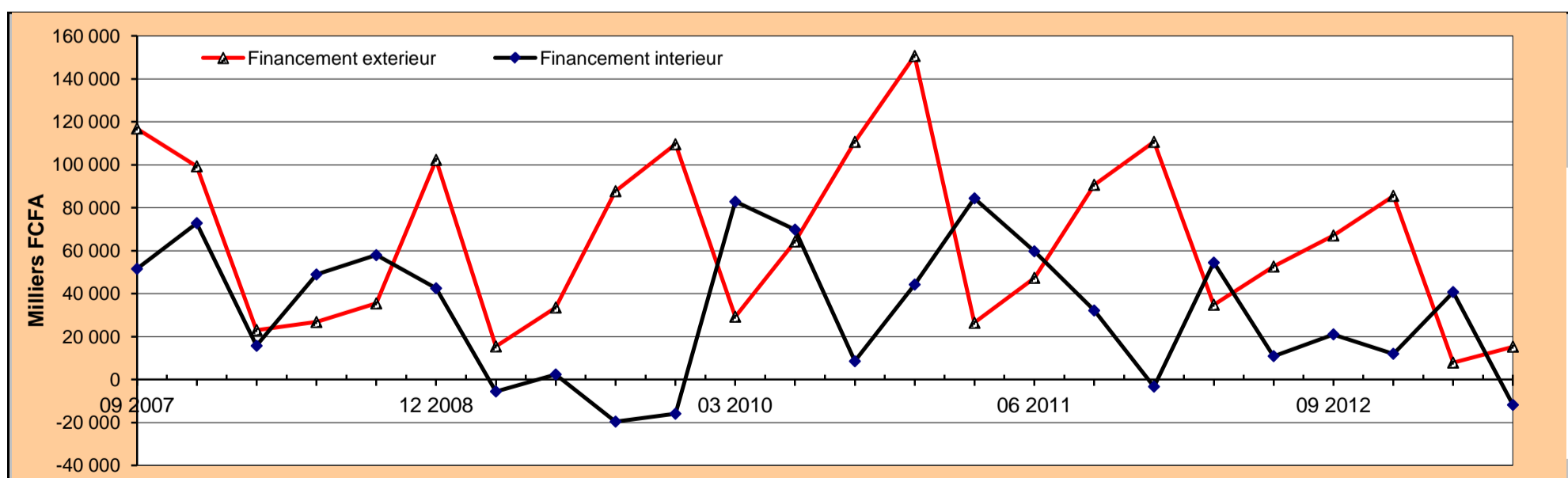


Le solde global base engagement des opérations financières de l'Etat s'est établi à 40,0 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre -34,4 milliards de francs CFA à fin juin 2012, en amélioration de 74,4 milliards de francs CFA. Hors dons, ce solde est ressorti déficitaire de 52,3 milliards de francs CFA à fin juin 2013, soit une évolution positive de près de moitié par rapport à fin juin 2012.

Quant au solde global base caisse, il s'est chiffré à -6,9 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre - 61,8 milliards de francs CFA une année auparavant.

Le déficit base caisse à fin juin 2013 a été couvert à hauteur de 15,3 milliards de francs CFA par des apports extérieurs nets et de -8,4 milliards de francs CFA par des apports intérieurs nets.

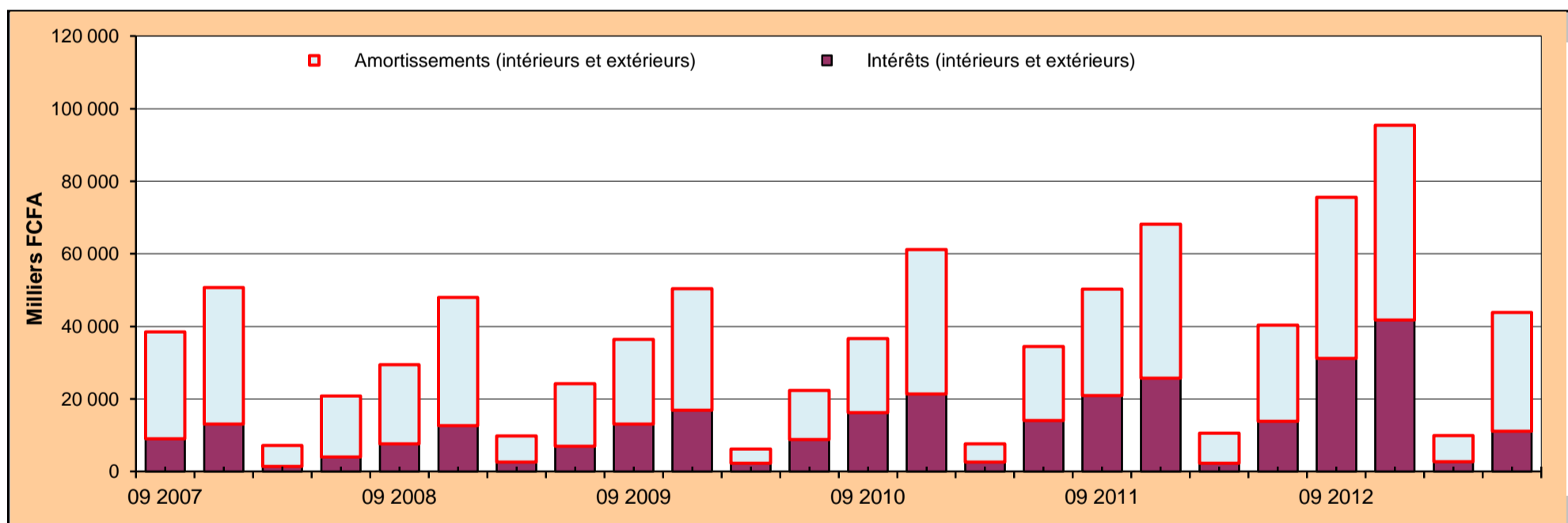
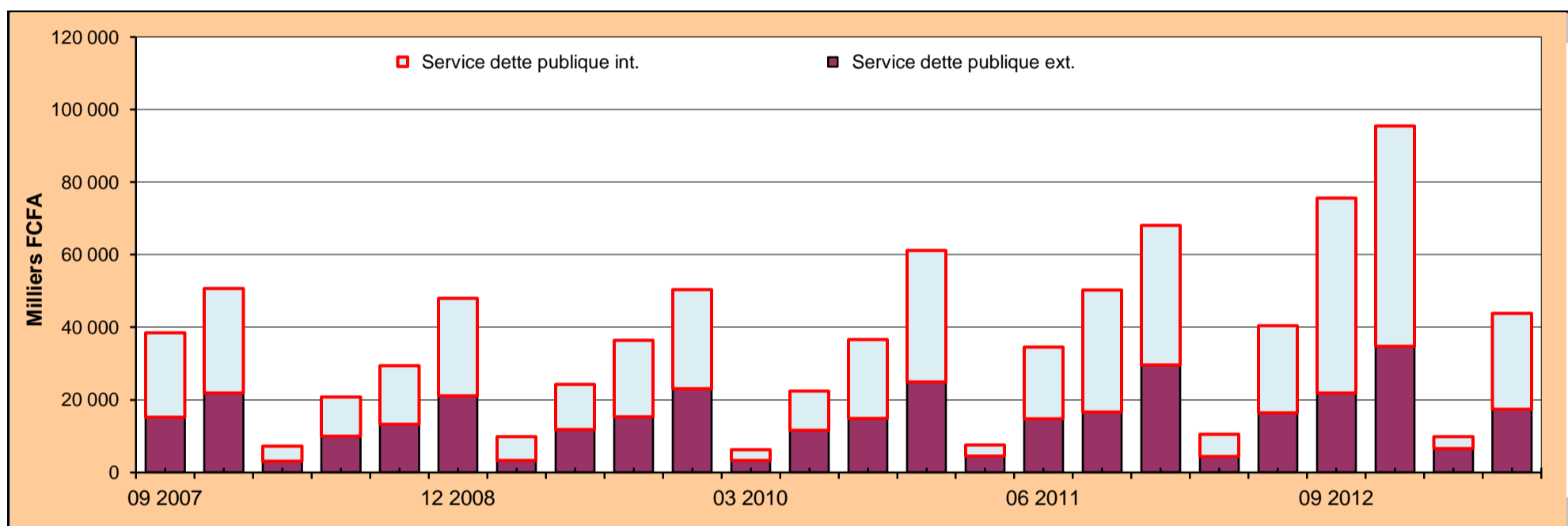
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2012	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	61 400,8	63 572,6	88 150,5	97 555,7	48 679,6	3 543,4	5,8%	-94,4%
Financement extérieur	91 552,5	52 651,4	67 095,8	85 545,9	7 918,7	15 335,1	16,8%	-70,9%
Décassements extérieurs	115 790,3	63 332,0	81 062,4	107 283,9	12 204,1	26 825,6	23,2%	-57,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-24 237,8	-10 680,7	-13 966,6	-21 738,0	-4 285,4	-11 490,5	47,4%	7,6%
Ajustement taux de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-30 151,7	10 921,2	21 054,7	12 009,8	40 760,9	-11 791,7	39,1%	-208,0%
Financement bancaire	2 775,0	-23 342,8	23 370,5	-25 952,9	51 881,1	-10 113,4	-364,4%	-56,7%
Secteur non bancaire	-32 926,7	34 264,0	-2 315,8	37 962,7	-11 120,2	-1 678,2	5,1%	-104,9%
Gap de financement	-54 021,1	-1 800,1	-4 772,1	6 624,9	1 350,2	3 348,8	-6,2%	-286,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2012	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130,0	40 378,9	75 585,6	95 435,4	9 891,6	43 844,5	62,5%	8,6%
Amortissements (int. et ext.)	50 100	26 556,5	44 395,2	53 629,8	7 127,0	32 760,0	65,4%	23,4%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	13 822,4	31 190,4	41 805,6	2 764,6	11 084,5	55,3%	-19,8%
Service dette publique int.	40 525,4	24 022,3	53 726,2	60 705,7	3 374,0	26 472,5	65,3%	10,2%
Amortissements	28 868	15 875,9	30 428,7	31 891,8	2 841,6	21 269,5	73,7%	34,0%
Intérêts	11 657	8 146,5	23 297,5	28 813,9	532,4	5 202,9	44,6%	-36,1%
Service dette publique ext.	29 604,6	16 356,6	21 859,4	34 729,7	6 517,6	17 372,0	58,7%	6,2%
Amortissements	21 232	10 680,7	13 966,6	21 738,0	4 285,4	11 490,5	54,1%	7,6%
Intérêts	8 373	5 675,9	7 892,9	12 991,7	2 232,2	5 881,5	70,2%	3,6%
Service dette ext./recettes totales	2,8%	3,2%	2,9%	3,5%	2,5%	3,1%	112,3%	-3,6%



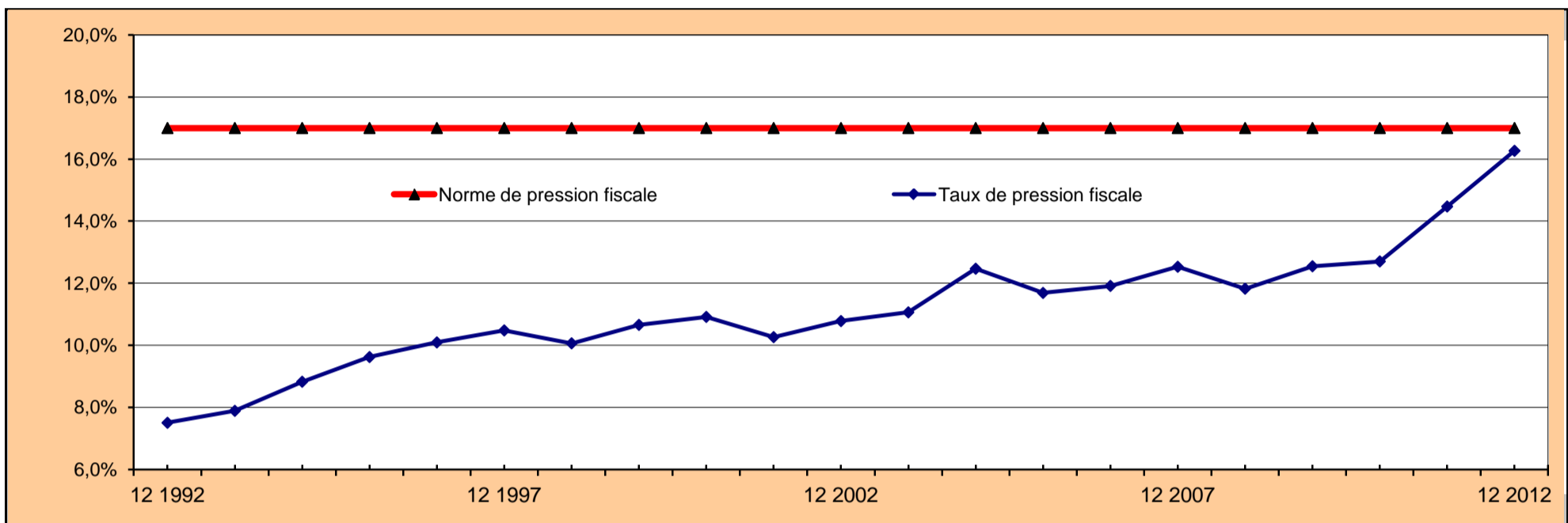
Le service de la dette publique s'est chiffré à 43,8 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre 40,4 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une hausse de 8,4%.

Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 3,1% à fin juin 2013 contre 3,2% au deuxième trimestre 2012.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-4,6%	-5,6%	-2,9%	-2,4%	-4,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	24,6%	27,5%	29,7%	30,4%	30,1%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-14,8%	-9,1%	-6,1%	-5,6%	-5,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,8%	12,5%	12,7%	14,5%	16,3%



Sources : M.E.F.

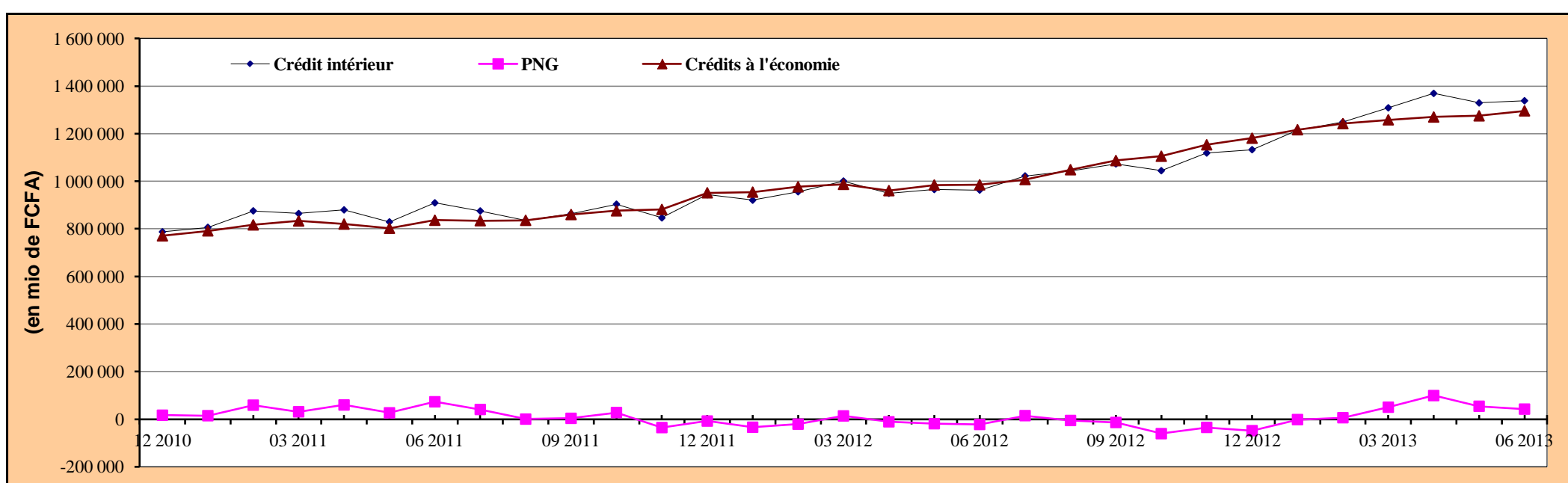
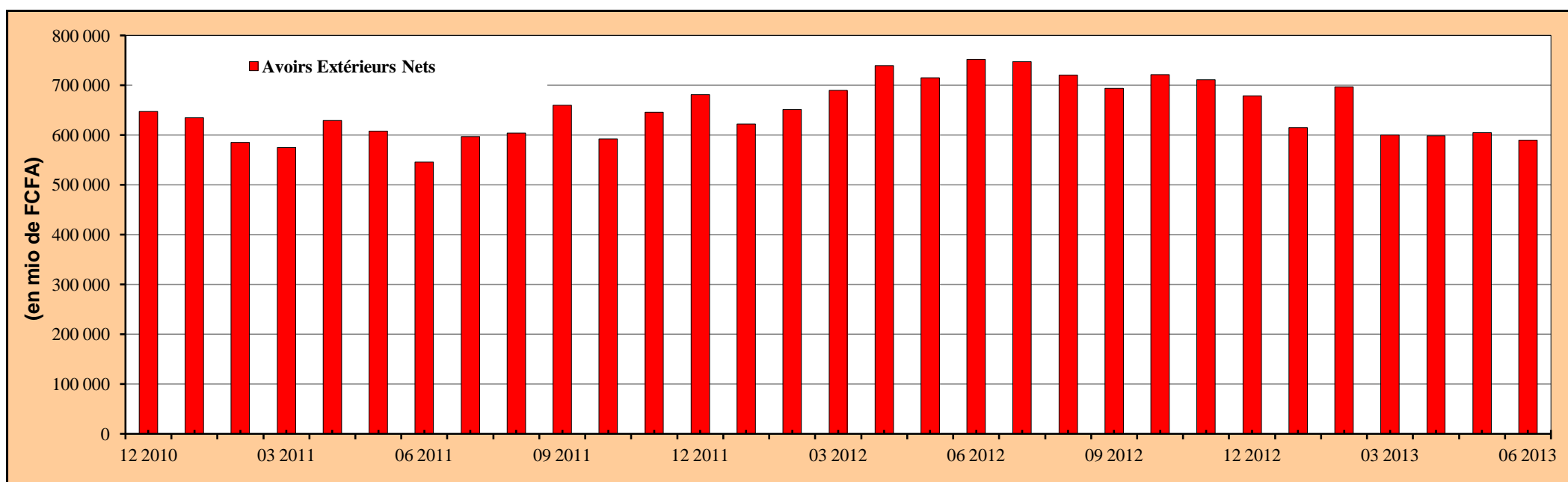
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

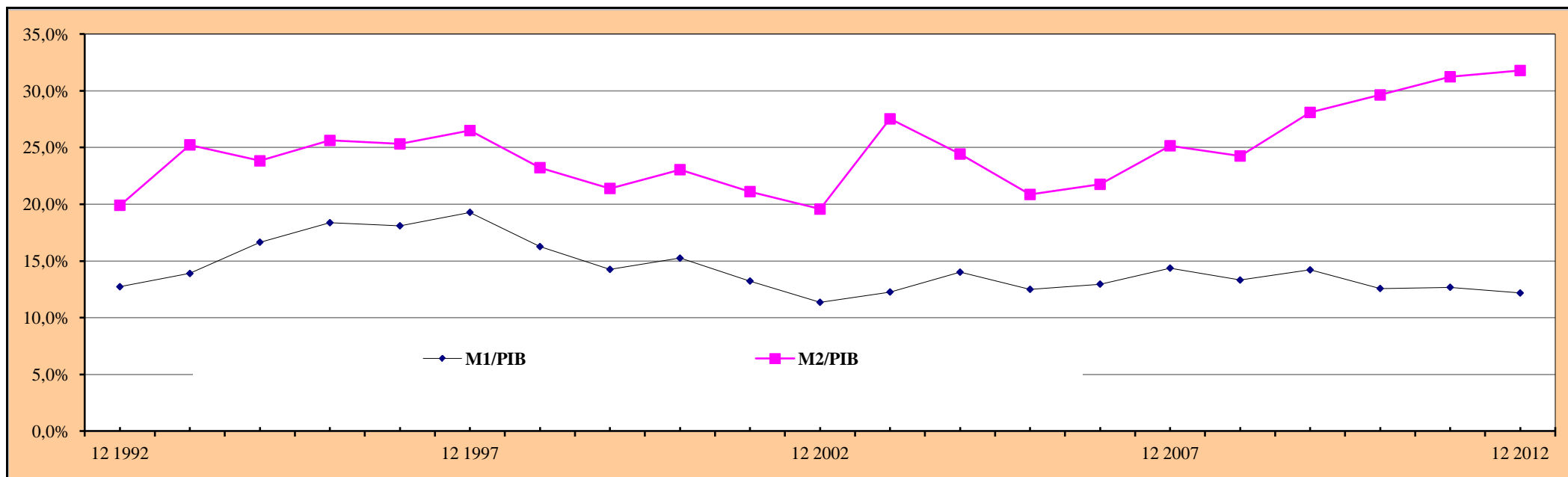
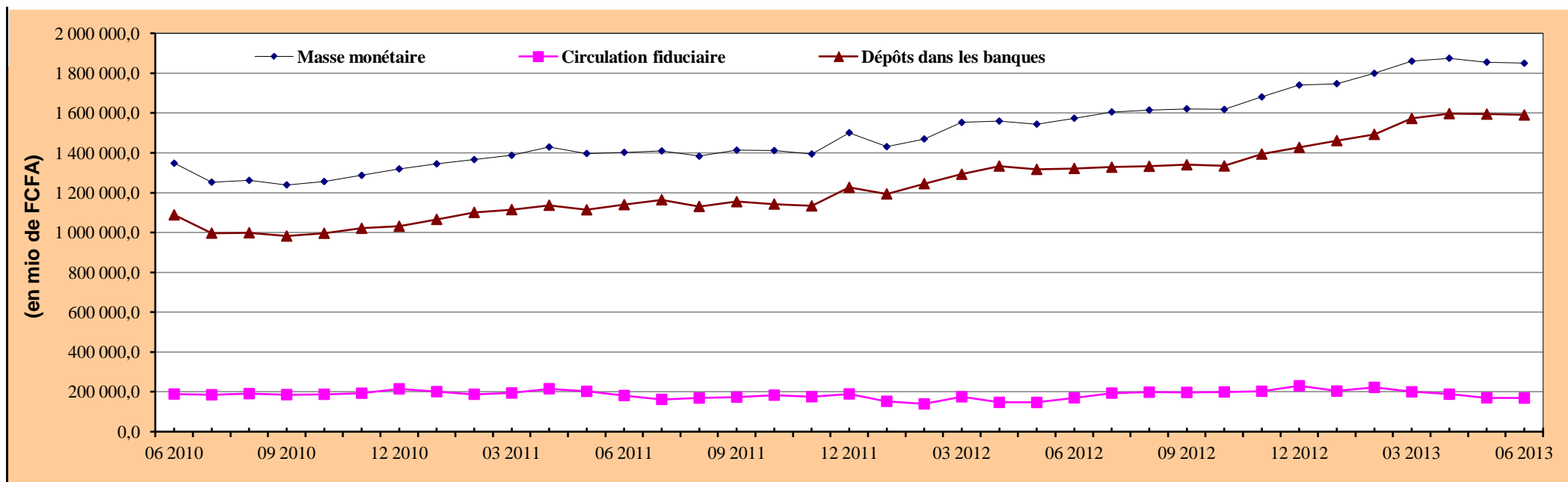
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2012 et fin juin 2013 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-13,1%), une augmentation du crédit intérieur (+18,1%) et un accroissement de la masse monétaire (+6,3%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	752 171,5	693 811,7	678 850,2	599 821,3	589 890,7	-9 930,6	-1,7%	-162 280,8	-21,6%
BCEAO	183 362,5	208 023,7	233 895,2	106 824,3	116 738,7	9 914,4	9,3%	-66 623,8	-36,3%
Banques	568 809,0	485 788,0	444 955,0	492 997,0	473 152,0	-19 845,0	-4,0%	-95 657,0	-16,8%
Crédit intérieur	963 000,0	1 073 060,0	1 132 895,9	1 308 686,2	1 338 456,0	29 769,8	2,3%	375 455,9	39,0%
PNG	-22 119,1	-13 857,7	-48 275,1	50 324,0	42 367,0	-7 957,0	-15,8%	64 486,1	-291,5%
Crédits à l'économie	985 119,1	1 086 917,7	1 181 171,0	1 258 362,2	1 296 088,9	37 726,7	3,0%	310 969,8	31,6%
dont crédits à court terme	546 876,1	637 437,7	716 467,0	684 568,2	733 529,9	48 961,7	7,2%	186 653,8	34,1%
dont crédits de campagne	39 100,0	24 445,0	20 004,0	93 966,0	57 202,0	-36 764,0	-39,1%	18 102,0	46,3%
dont crédits à moyen et long terme	399 143,0	425 035,0	444 700,0	479 828,0	505 357,0	25 529,0	5,3%	106 214,0	26,6%
Masse monétaire	1 573 862,1	1 621 195,8	1 740 270,4	1 860 257,7	1 849 860,9	-10 396,8	-0,6%	275 998,8	17,5%
Circulation fiduciaire	170 118,8	197 161,4	230 313,4	199 972,1	168 796,6	-31 175,5	-15,6%	-1 322,2	-0,8%
Dépôts dans les banques	1 321 767,7	1 340 062,3	1 427 168,9	1 572 728,1	1 590 183,7	17 455,6	1,1%	268 416,0	20,3%
dont dépôts à vue	618 465,7	627 397,3	681 452,9	778 733,1	791 432,7	12 699,6	1,6%	172 967,0	28,0%
dont dépôts à terme	457 677,0	461 049,0	487 938,0	524 353,0	513 004,0	-11 349,0	-2,2%	55 327,0	12,1%
Autres Postes Nets	141 309,5	145 675,9	71 475,7	48 249,8	78 485,8	30 236,0	62,7%	-62 823,7	-44,5%

AGREGATS MONETAIRES	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12
M1/PIB	13,3%	14,2%	12,6%	12,7%	12,2%
M2/PIB	24,2%	28,1%	29,6%	31,2%	31,8%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 678,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 589,9 milliards de FCFA à fin juin 2013, soit un reflux de 89,0 milliards de FCFA (-13,1%). Cette baisse est imputable exclusivement à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-117,2 milliards de FCFA), ceux des banques ayant, au contraire, progressé de 28,2 milliards de FCFA entre fin décembre 2012 et fin mars 2013.



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 117,2 milliards de FCFA (-50,1%) résulte exclusivement de la baisse des avoirs extérieurs bruts, les engagements extérieurs bruts s'étant contractés. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 370,6 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 509,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une baisse 138,6 milliards de FCFA (-27,2%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 253,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013, contre 275,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit un recul de 21,4 milliards de FCFA (-7,8%).

S'agissant de l'évolution des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'un accroissement de leurs avoirs extérieurs bruts (+53,4 milliards de FCFA), freiné cependant par l'augmentation de leurs engagements extérieurs (+25,2 milliards de FCFA soit +12,0%) au cours de la même période.

Le crédit intérieur s'est gonflé de 205,6 milliards de FCFA (+18,1%) à fin juin 2013, en ressortant à 1.338,5 milliards de FCFA contre 1.132,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cet accroissement est attribuable aussi bien aux des crédits à l'économie qu'à la PNG au cours de la même période.

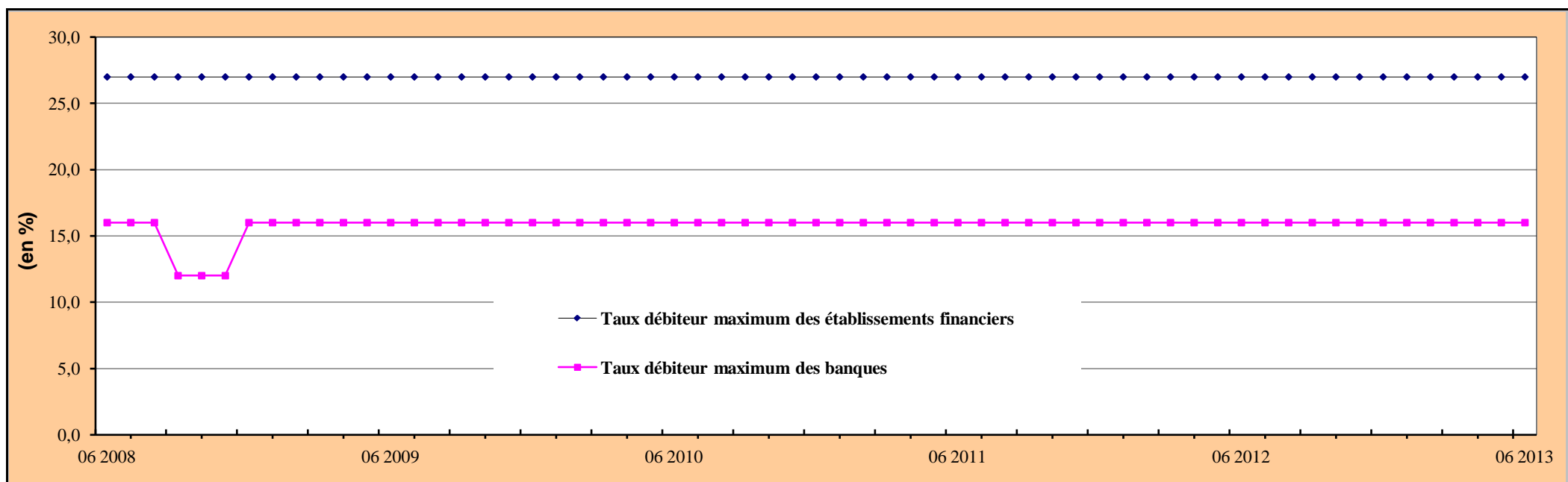
En effet, la PNG est passée de -48,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à +42,4 milliards de FCFA à fin juin 2013. Cette évolution est expliquée par une baisse des créances de l'Etat (-51,4 milliards de FCFA soit -113,4%) accentué par une hausse de ses engagements (+39,2 milliards de FCFA soit +88,2%). Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.296,1 milliards de FCFA à fin juin 2013 contre 1.181,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, aussi bien par les crédits de campagne (+37,2 milliards de FCFA) que les crédits ordinaires (+77,7 milliards de FCFA).

La masse monétaire, suivant la résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 109,6 milliards de FCFA (+6,3%) à fin juin 2013, ressortant à 1.849,9 milliards de FCFA contre 1.740,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette évolution est retracée exclusivement dans les dépôts (+163,0 milliards de FCFA, soit +11,4%), la circulation fiduciaire ayant au contraire régressé (-61,5 milliards de FCFA, soit -26,7%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du premier trimestre 2013, sur décision prise le 6 mars 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 mars 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,75% et 3,75% contre des taux respectifs antérieurs de 3,00% et 4,00%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du premier trimestre 2013.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du premier trimestre 2013.

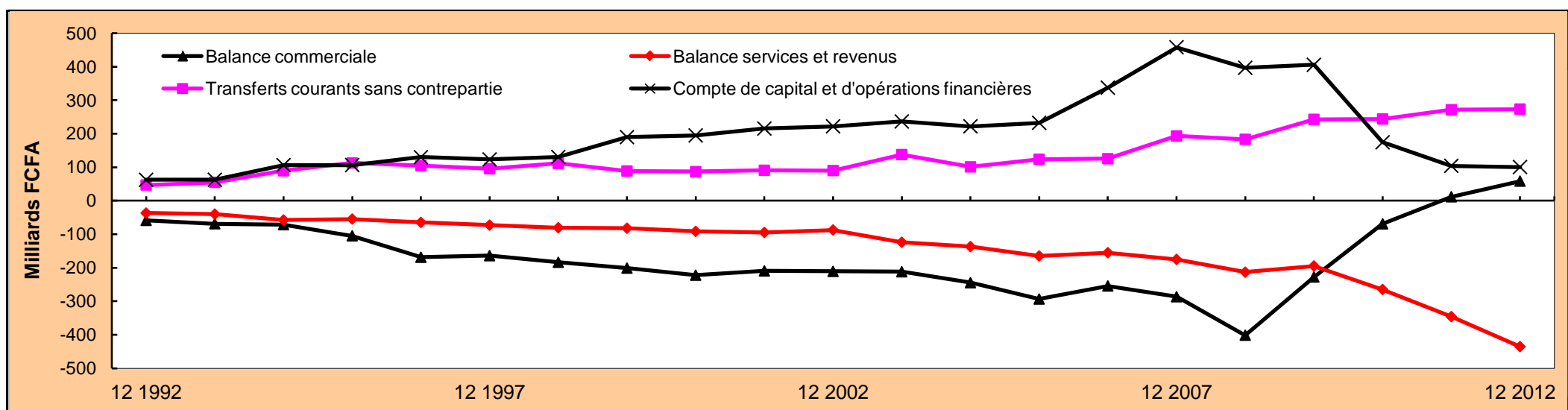
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2011 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or, dont l'accroissement de la production s'est poursuivi avec le démarrage des activités d'exploitation de la plus importante mine et une progression du cours du coton qui ont atteint un niveau record de 2,1270 dollars la livre au 04 mars 2011.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	310,4	425,2	785,2	1 129,5	1 470,7	30,2%	36,9%
Importations de biens FOB	711,7	652,8	854,2	1 117,8	1 412,1	26,3%	28,6%
Balance commerciale	-401,4	-227,6	-69,0	11,7	58,5	398,7%	
Services	-211,6	-192,1	-261,6	-342,3	-432,5	26,3%	28,6%
Revenus	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	-2,9	-18,6%	-5,1%
Balance des services et revenus	-213,2	-194,7	-264,8	-345,9	-435,4	25,9%	28,2%
Transferts courants sans contrepartie	183,3	242,8	244,0	271,5	273,5	0,7%	5,9%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-431,3	-179,4	-89,9	-62,6	-103,3	65,0%	7,2%
Transferts en capital	85,9	132,9	98,9	121,2	160,1	32,1%	27,2%
Opérations financières	310,9	272,7	75,5	-17,0	-59,5	250,6%	
Comptes de capital et d'opérations financières	396,8	405,6	174,3	104,2	100,5	-3,6%	-24,1%
Erreurs et omissions	1,5	-1,4	1,5	-1,2	-1,4	10,5%	
Solde global	-33,0	224,7	86,0	40,4	-4,2		



Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2011 ont été marqués également par l'entrée en activité de la mine de manganèse de Kiéré. Les effets conjugués de ces facteurs ont été cependant atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers au cours des trois premiers trimestres de l'année et par la progression des importations, notamment celles liées aux activités agricoles et minières. Ainsi, le solde de la Balance des Paiements ressortirait excédentaire de 40,4 milliards de FCFA en 2011, contre +86,0 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 27,2 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+344,4 milliards de FCFA) plus importante que celle des importations (+201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.129,5 milliards de FCFA en 2011 contre 785,2 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse de 43,9% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+340,2 milliards de FCFA) et du coton fibre (16,6 milliards de FCFA) entre 2010 et 2011. Quant aux importations, elles sont ressorties à 1.117,8 milliards de FCFA en 2011 contre 854,2 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux produits pétroliers (+10,8 milliards de FCFA) et biens d'investissement (+89,5 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +104,2 milliards de FCFA en 2011 contre 174,3 milliards de FCFA en 2010, soit une baisse de 70,1 milliards de FCFA (-40,2%). Cette régression s'explique essentiellement le solde du compte des opérations financières. En effet, le solde des opérations financières s'est réduit de 92,4 milliards de FCFA, en se situant à -17,0 milliards de FCFA en 2011 contre 75,6 milliards de FCFA en 2010.

Ainsi, le solde global s'est établi à +40,4 milliards de FCFA en 2011 contre +86,0 milliards de FCFA en 2010.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2012 seraient marqués par la bonne orientation des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets positifs seraient toutefois atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers et par la progression des importations, notamment celles liées aux produits alimentaires et aux activités minières. Le solde des transactions courantes se dégraderait de 2,9 points de pourcentage du PIB en 2012 par rapport à 2011, pour se situer à -8,3% du PIB. Ainsi, à fin décembre 2012, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait déficitaire de 4,2 milliards de FCFA contre un excédent de 40,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

Cette régression du solde global des comptes extérieurs découlerait de la détérioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel
TOTAL	476 094,7	461 621,6	437 845,4	458 492,2	588 267,3	28,3%	23,6%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 639,9	3 555,1	4 034,9	3 288,1	4 394,1	33,6%	20,7%
Produits du règne végétal	25 223,8	30 689,4	26 289,4	24 767,5	29 443,2	18,9%	16,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 585,7	4 996,2	4 604,6	4 435,8	5 965,9	34,5%	30,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 059,2	30 685,8	26 035,0	23 367,4	31 260,9	33,8%	24,7%
Produits minéraux	136 900,7	143 711,0	118 266,3	128 831,5	154 796,0	20,2%	13,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	70 230,8	51 252,4	50 203,5	63 668,3	94 840,1	49,0%	35,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	16 194,8	16 383,7	17 288,2	17 166,8	18 422,6	7,3%	13,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	329,4	406,6	333,5	452,4	489,9	8,3%	48,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 226,7	1 100,7	1 167,0	1 276,6	1 421,4	11,3%	15,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 675,0	6 909,6	6 001,8	5 660,7	4 739,8	-16,3%	-38,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 920,0	7 467,4	8 012,2	9 652,8	13 021,7	34,9%	64,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 247,3	1 229,1	1 550,9	1 234,2	1 717,6	39,2%	37,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	2 788,0	3 325,9	3 721,0	2 948,8	4 221,3	43,2%	51,4%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	42,3	90,1	121,1	129,9	131,0	0,9%	209,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	36 325,2	31 039,9	32 663,4	31 801,1	50 281,7	58,1%	38,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	79 814,6	82 724,4	93 744,5	80 543,0	108 360,8	34,5%	35,8%
Matériel de transport	50 353,1	36 509,4	36 436,2	50 353,0	56 287,6	11,8%	11,8%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	3 309,9	5 604,7	3 113,2	3 931,5	4 642,7	18,1%	40,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	450,2	287,0	203,2	1 490,5	186,7	-87,5%	-58,5%

Les importations enregistrent au deuxième trimestre 2013 une hausse de 28,3% par rapport au premier trimestre 2013. La valeur totale des importations est ainsi passée de 458,5 milliards de francs CFA au premier trimestre 2013 à 588,3 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2013, soit une hausse de 129,8 milliards de francs CFA.

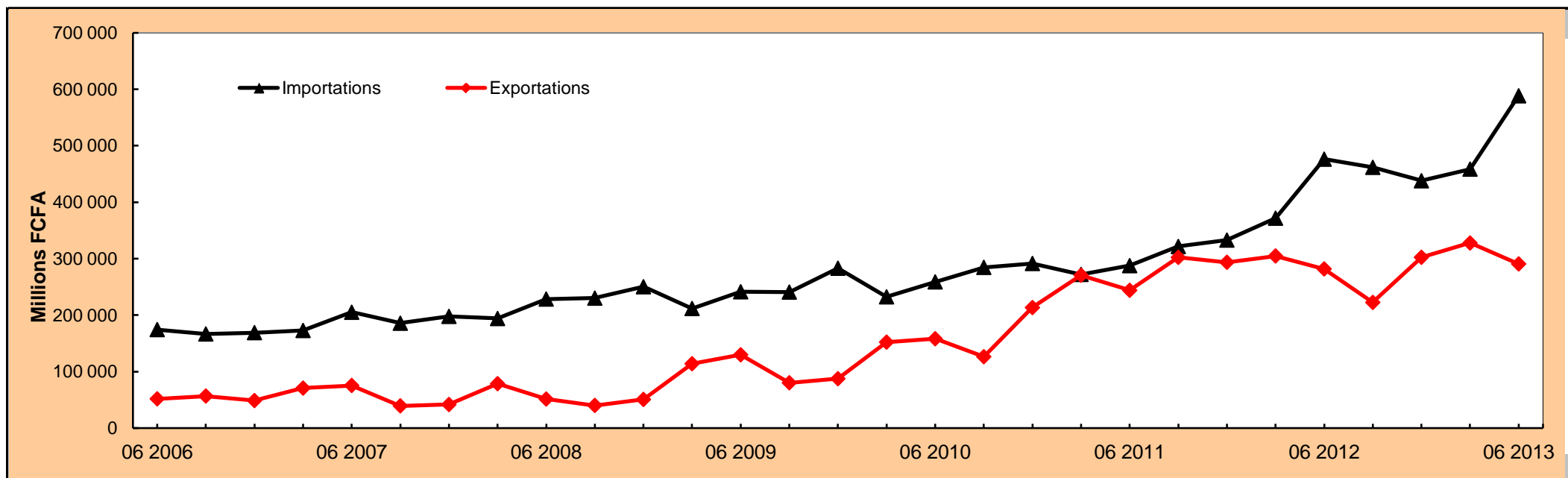
Cette hausse est principalement imputable à une hausse des importations des produits des industries chimiques de 31,2 milliards de francs CFA, des machines, appareils et matériels électriques de 27,8 milliards de francs CFA, de la facture pétrolière de 26,0 milliards de francs CFA et enfin les métaux communs et ouvrages en ces métaux de 18,5 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 23,6% est observée par rapport au deuxième trimestre de 2012. La facture pétrolière, les importations des produits des industries chimiques, de matériels de transport enregistrent les hausses les plus significatives.

En effet, la facture pétrolière a enregistré une hausse de 41,3% soit 37,4 milliards de francs CFA, les importations des machines, appareils et matériels électriques une hausse de 35,8% soit 28,6 milliards de FCFA, des produits des industries chimiques une hausse de 35,0% soit 24,6 milliards de francs CFA, la facture pétrolière une hausse de 38,4% soit 18,0 milliard de francs de FCFA et enfin des métaux communs et ouvrages en ces métaux ont enregistré une hausse de 38,4% soit 14,0 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel
TOTAL	281 790,6	222 543,3	302 400,3	327 707,7	290 663,0	-11,3%	3,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 018,9	459,3	754,5	610,1	1 001,4	64,1%	-1,7%
Produits du règne végétal	19 947,7	6 657,5	24 968,2	39 689,1	26 155,8	-34,1%	31,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	7 904,5	1 560,3	21 437,0	34 511,0	5 392,1	-84,4%	-31,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	389,5	377,1	826,2	962,0	1 079,5	12,2%	177,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 078,0	1 000,0	1 685,0	1 041,9	1 639,3	57,3%	-21,1%
Produits minéraux	196,2	157,3	154,8	207,9	202,5	-2,6%	3,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 135,4	927,2	417,0	528,0	890,7	68,7%	-58,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	160,0	129,1	1 636,2	158,6	194,6	22,7%	21,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	708,4	362,7	190,6	333,0	495,8	48,9%	-30,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	2,0	29,0	165,5	40,2	129,8	223,2%	6238,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	25,0	32,1	15,4	16,0	27,7	73,3%	10,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	35 212,8	9 490,7	37 578,8	81 399,9	60 753,8	-25,4%	72,5%
dont coton fibre	34 452,1	8 406,3	36 613,8	80 195,7	59 521,2	-25,8%	72,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	25,7	37,3	20,4	31,5	32,9	4,4%	28,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	78,1	37,8	75,4	113,3	84,1	-25,8%	7,6%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	204 345,8	184 731,9	225 019,4	192 942,9	192 725,7	-0,1%	-5,7%
dont or	204 223,3	184 727,2	225 016,9	192 942,6	192 725,7	-0,1%	-5,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 018,3	513,5	1 787,6	928,6	963,8	3,8%	-5,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	9 249,4	14 711,3	5 315,5	6 964,0	2 837,8	-59,2%	-69,3%
Matériel de transport	4 294,8	1 620,4	1 221,0	970,5	989,9	2,0%	-77,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	279,2	116,0	293,0	536,9	154,2	-71,3%	-44,8%
Marchandises et produits divers	488,4	1 015,0	154,2	155,3	158,5	2,1%	-67,5%

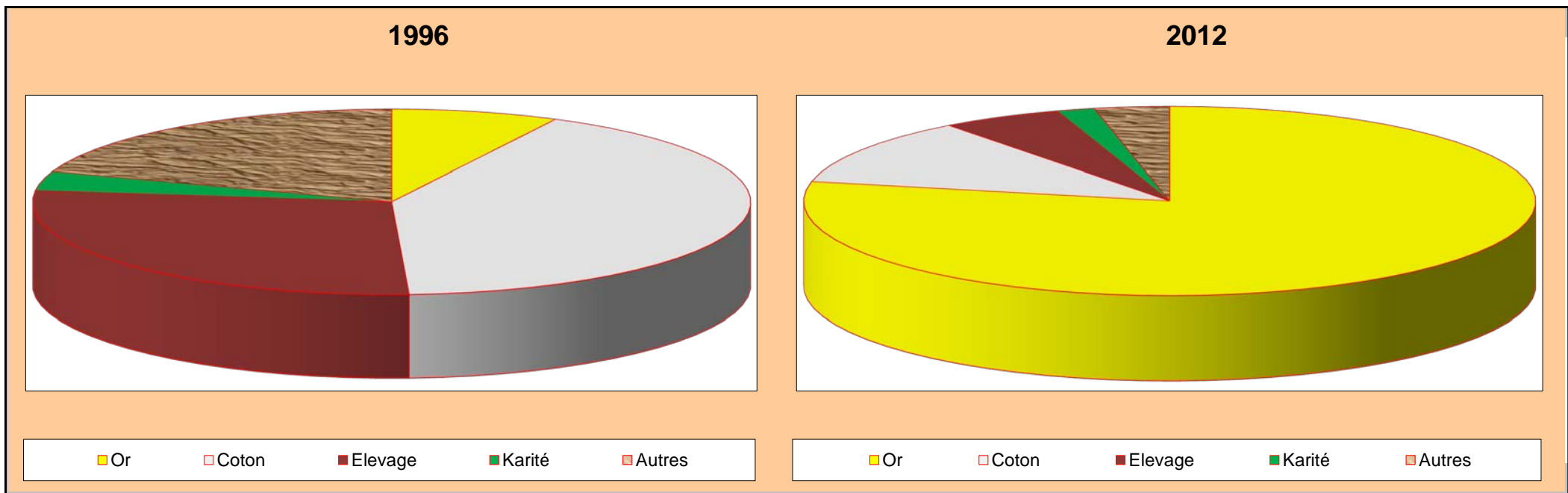


Au deuxième trimestre 2013, les exportations enregistrent une baisse de 11,3% glissement trimestriel, ramenant le niveau des exportations de 327,7 milliards FCFA au premier trimestre 2013 à 290,7 milliards FCFA. Cette baisse est principalement imputable à deux des principaux produits d'exportations du Burkina Faso que sont le coton fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations de produits du règne végétal une baisse de 29,1 milliards FCFA (84,4%) et les exportations de coton fibre enregistrent une baisse de 20,7 milliards FCFA (25,8%).

En glissement annuel, les exportations ont enregistré une hausse de 3,1%. Cette hausse est principalement imputables aux exportations de coton fibre qui enregistrent une hausse de 72,8% avec 25,1 milliards de FCFA et des produits du règne végétal qui enregistrent une hausse de 31,1% correspondant à une valeur de 6,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1996	2009	2010	2011	2012
Part de l'or dans total	7,6%	42,3%	65,2%	75,4%	78,3%
Part du coton dans total	41,7%	22,8%	14,4%	11,5%	11,4%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	14,2%	8,3%	6,3%	5,3%
Part du karité dans total	3,4%	4,2%	2,5%	2,0%	1,7%
Part des autres produits dans total	19,7%	16,6%	9,5%	4,7%	3,3%

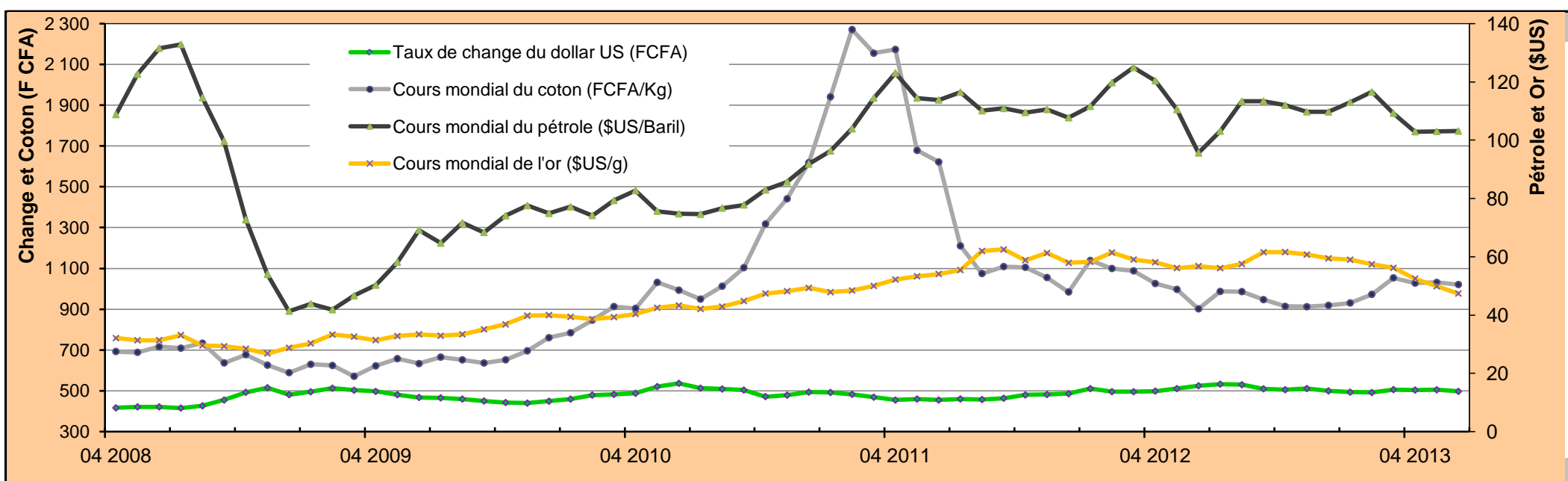


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (41,7%) et celles de produits de l'élevage (27,7%) en 1996, il ressort une prédominance de l'or avec 73,5% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	Glissement	
						trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	511,7	524,3	505,6	497,3	502,2	1,0%	-1,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	108,8	109,9	110,5	112,9	103,0	-8,8%	-5,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 908,7	1 856,7	1 810,3	1 981,6	2 044,8	3,2%	7,1%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	57,0	58,4	60,6	57,5	49,9	-13,2%	-12,4%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	55,6	57,6	55,8	56,1	51,7	-7,8%	-6,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	975,1	973,5	915,1	985,9	1 026,9	4,2%	5,3%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	29,2	30,6	30,6	28,6	25,1	-12,3%	-14,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,018	0,017	0,016	0,018	0,020	13,0%	13,0%



. Taux de change du dollar :

Après deux trimestres consécutifs d'appréciation, le FCFA s'est déprécié vis à vis du dollar américain qui montre de sérieux signes de vigueur par rapport au trimestre précédent. En moyenne, le franc CFA s'est échangé à 502,2 francs pour un dollar au deuxième trimestre 2013 contre 497,3 francs un trimestre plus tôt, soit une dépréciation de 1,0% contre une appréciation de 1,6% le trimestre précédent. En glissement annuel, le franc CFA s'est apprécié de 1,9% contre 0,7% au premier trimestre 2013. La dépréciation du FCFA au second trimestre traduirait un repli de l'euro par rapport au dollar US. Cette situation pourrait s'expliquer par une sérénité toujours fébrile de la zone euro et par les mesures anticipatives du ralentissement d'injections de la Réserve fédérale américaine (Fed).

.Prix des produits exportés :

Le redressement du cours du coton observé au premier trimestre 2013 s'est confirmé au deuxième trimestre. En effet, le coton, en franchissant en moyenne la barre de 2 000 \$US la tonne, s'est renchéri aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel respectivement de 3,2% et 7,1% contre 9,5% et 10,5% un trimestre auparavant. Converti en FCFA, le cours de coton a progressé de 4,7% en variation trimestrielle et de 5,3% en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre s'est situé en moyenne à 1 026,9 FCFA au second trimestre 2013 contre 985,9 FCFA au trimestre précédent. Le rebondissement du cours du coton continue de bénéficier des effets d'une sécheresse dans la partie sud des grandes plaines aux Etats-Unis et d'une demande mondiale notamment chinoise qui ne fléchit pas.

Le marché de l'or tend vers un décrochage. En effet, le profil baissier du cours du métal jaune s'est de nouveau accentué pour le troisième trimestre d'affilé. En moyenne, l'or a perdu 13,2% de sa valeur au second trimestre 2013, après un fléchissement de 5,1% un trimestre plus tôt. Il s'est situé en moyenne à 49,9 \$US contre 57,5 \$US le gramme un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le cours de l'or a reculé de 12,4% contre 3,5% au premier trimestre 2013. Converti en FCFA, il est en baisse de 12,3% en variation trimestrielle, ressortant ainsi en moyenne à 25 082 FCFA contre 28 593 FCFA le gramme un trimestre plus tôt. L'affaiblissement continu du cours de l'or pourrait trouver principalement sa raison par le retour de l'appétit plus marqué pour les actifs risqués chez les investisseurs, la révision globale à la baisse des prévisions du cours de l'or par plusieurs grandes banques et le regain de la vigueur du billet vert.

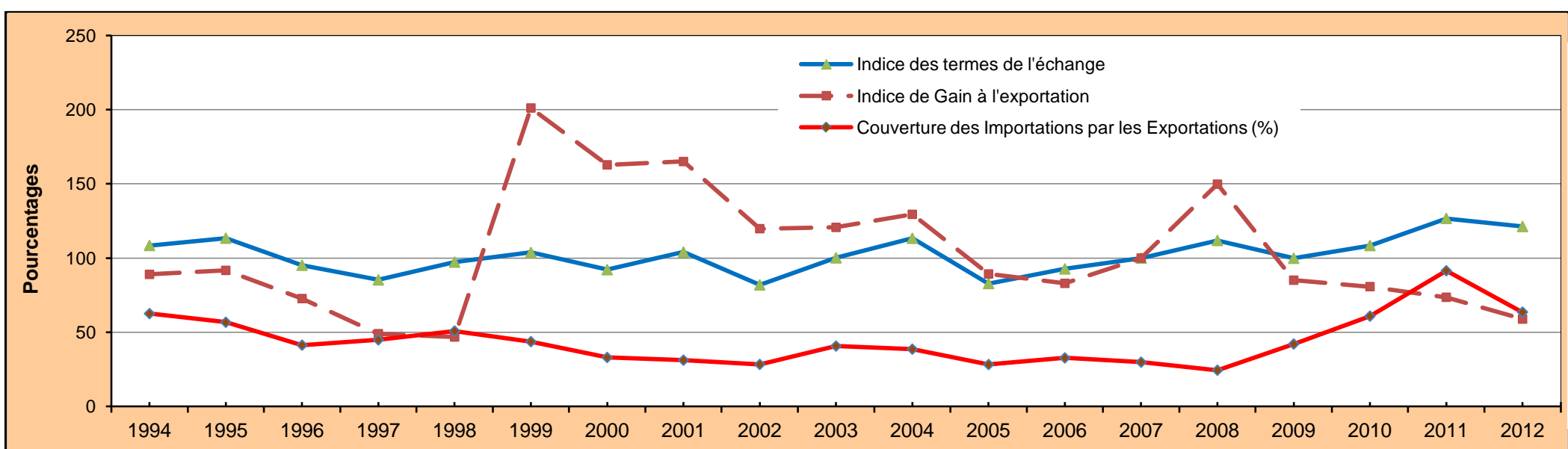
.Prix des produits importés :

Après de légers rebonds constatés durant trois trimestres successifs, le prix du pétrole en s'établissant en moyenne à 103,0 dollars par baril de Brent au deuxième trimestre 2013 a fléchi de 8,8% en rythme trimestriel contre un accroissement de 2,2% le trimestre précédent. En glissement annuel, le cours de l'or noir est en baisse de 5,4%. En FCFA, le cours du baril a replié de 7,9% et 6,9% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. La baisse du cours du Brent s'expliquerait d'une part, par un afflux de l'offre avec l'exploitation prochaine en Amérique du nord du pétrole non conventionnel (pétrole de Schiste) et d'autre part, par une demande de pétrole moins dynamique ainsi que les effets d'un dollar qui retrouve de sa vigueur (appréciation).

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
Indice prix à l'exportation	125,4	119,4	130,5	150,2	155,3	3,4%	19,1%
Indice prix à l'importation	112,1	119,5	120,3	118,5	128,1	8,1%	6,5%
Indice des termes de l'échange	111,9	99,9	108,4	126,7	121,3	-4,3%	11,8%
Indice de gain à l'exportation	149,8	85,1	80,8	73,6	58,9	-19,9%	-27,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	24,5	42,1	60,9	91,5	63,6	-30,4%	4,4%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en 2010, de 91,5% en 2011 et 63,6% en 2012.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEStion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP